

Corporation Fiera Capital

Rapport de gestion

Trimestre clos le 31 mars 2020

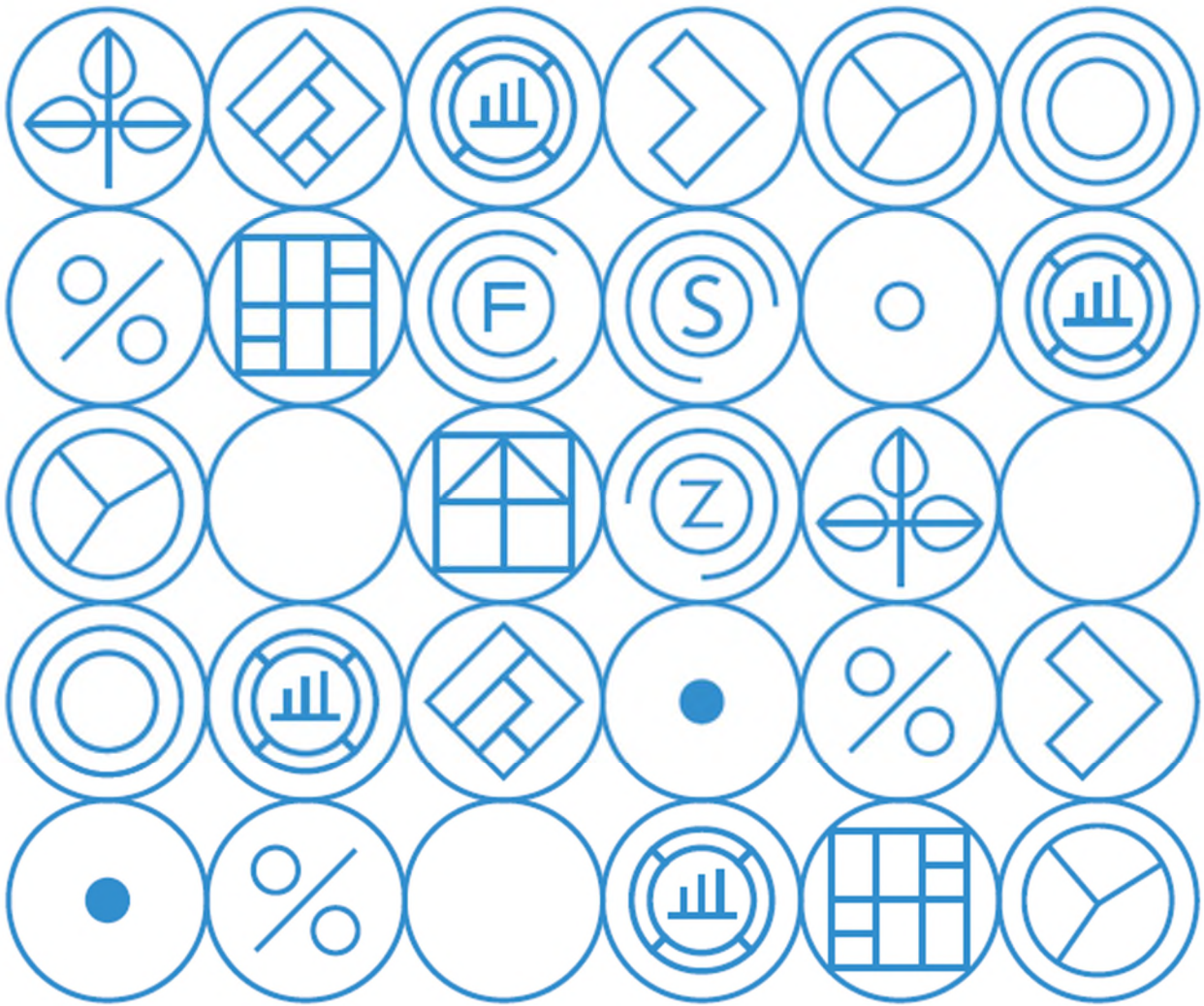


Table des matières

| | |
|--|----|
| Faits saillants financiers..... | 1 |
| Mode de présentation et déclarations prospectives..... | 7 |
| Vue d'ensemble | 9 |
| Revue des marchés, de la conjoncture économique et du rendement des fonds..... | 11 |
| Résultats financiers | 17 |
| Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits..... | 19 |
| Résultats d'exploitation et performance globale – Charges | 26 |
| Résultat net | 29 |
| Mesures non conformes aux IFRS | 30 |
| Situation de trésorerie et sources de financement..... | 38 |
| Paiements fondés sur des actions | 44 |
| Transactions avec des parties liées | 48 |
| Contrôle interne et procédures..... | 49 |
| Instruments financiers | 50 |
| Jugements comptables significatifs et incertitudes relatives aux estimations..... | 55 |
| Nouvelles normes comptables | 58 |
| Facteurs de risque..... | 59 |

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

Le présent rapport de gestion, daté du 14 mai 2020, contient une analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation consolidés de Corporation Fiera Capital (la « Société » ou « Fiera Capital ») au 31 mars 2020 et pour le trimestre clos à cette date. Ce rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes y afférentes pour le trimestre clos le 31 mars 2020.

MISE À JOUR SUR LA COVID-19

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré que l'épidémie de COVID-19 était désormais une pandémie, ce qui a incité les gouvernements de divers pays à adopter des mesures d'urgence pour combattre la propagation du virus. Ces mesures, qui comprennent la mise en œuvre d'interdictions de voyager, de périodes de quarantaine volontaire et de mesures de distanciation sociale ont engendré d'importantes perturbations des activités à l'échelle mondiale, faisant place à un ralentissement économique. Les marchés boursiers et marchés financiers à l'échelle mondiale ont également été le théâtre d'une volatilité et d'une baisse importantes. Les gouvernements ont réagi à la crise en annonçant diverses mesures monétaires et fiscales d'envergure conçues pour stabiliser la situation économique.

La conjoncture économique incertaine découlant de l'épidémie de COVID-19 pourrait, à court ou à long terme, avoir une incidence défavorable importante sur les marchés des titres d'emprunt et les marchés boursiers, qui pourraient tous deux avoir une incidence défavorable sur la performance financière de la Société. La durée et l'incidence de la pandémie de COVID-19 sont inconnues à l'heure actuelle, tout comme l'est l'effet des mesures prises par le gouvernement.

La Société continue d'étudier l'incidence possible du risque de marché sur ses capitaux propres et sa rentabilité. Comme il est impossible de prévoir avec certitude l'étendue et l'ampleur de l'incidence de la COVID-19, la Société fait preuve de prudence et surveille de près ses initiatives de dépenses et d'affectation des capitaux.

Par ailleurs, la Société a davantage communiqué avec ses employés et a mené des sondages afin d'évaluer comment ses employés s'adaptent à l'environnement actuel. Les commentaires reçus à ce jour sont très positifs et nous aident à mettre sur pied de nouvelles initiatives adaptées pour répondre aux besoins de nos employés dans ce nouveau contexte.

Vue d'ensemble

Comme nous concentrons nos efforts sur la diversification de notre plateforme de placement depuis la constitution de Fiera Capital il y a près de 17 ans, nous étions bien outillés pour composer avec ce premier trimestre marqué par une volatilité extrême. Notre stratégie de gestion active de portefeuille, notre diversification des catégories d'actifs et des marchés, ainsi que le dévouement de nos employés nous confèrent un avantage concurrentiel qui nous a permis de présenter un rendement supérieur à tous les égards au cours de cette période sans précédent.

Les actifs sous gestion ont reculé de 6,8 % au premier trimestre de 2020, affichant un rendement sensiblement supérieur à celui de la plupart de nos homologues, ce qui témoigne de la diversité et de la résilience de notre plateforme de placement et des avantages de notre stratégie de gestion active des portefeuilles.

En dépit d'une hausse des remboursements découlant du fait que les clients rééquilibrent leurs portefeuilles selon l'environnement macroéconomique actuel, la Société a obtenu de nouveaux mandats dans l'ensemble des catégories d'actifs et des régions totalisant plus de 1,7 milliard de dollars au premier trimestre de 2020.

Fait à noter, en finançant des stratégies dans des catégories d'actifs plus rentables, Fiera Capital a effectivement ajouté des actifs sous gestion générant des points de base moyens plus élevés que ceux des mandats perdus au cours du trimestre.

Faits saillants financiers

Après la clôture du trimestre le 31 mars 2020, le 9 avril 2020, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une entente définitive avec Canoe Financial LP (« Canoe »), aux termes de laquelle Canoe a convenu d'acquérir les droits de gestion de la totalité des fonds communs de placement destinés aux investisseurs individuels de Fiera Investissements. Cette transaction permettra à Fiera Capital d'étendre son partenariat existant avec Canoe en mettant à profit le solide réseau de distribution de Canoe sur le marché canadien des fonds communs de placement et l'excellence de Fiera Capital en gestion de placements. La transaction devrait être conclue en juin 2020 et est assujettie, entre autres choses, à la réception des approbations nécessaires des porteurs de titres et des autorités de réglementation, ainsi qu'à la satisfaction d'autres conditions de clôture usuelles.

Faits saillants financiers

| (en milliards de dollars) | Actifs sous gestion au | | | Variation d'un trimestre à l'autre | Variation d'un exercice sur l'autre |
|----------------------------|------------------------|------------------|--------------|------------------------------------|-------------------------------------|
| | 31 mars 2020 | 31 décembre 2019 | 31 mars 2019 | | |
| Actifs sous gestion | 158,1 | 169,7 | 144,9 | (11,6) | 13,2 |

| (en millions de dollars à moins d'indication contraire) | T1 2020 | T4 2019 | T1 2019 | Variation d'un trimestre à l'autre | Variation d'un exercice sur l'autre |
|---|-----------------|--------------|---------|------------------------------------|-------------------------------------|
| | Produits | 161,7 | 204,5 | 142,8 | (42,8) |
| Résultat net¹ | 7,6 | 3,4 | (6,6) | 4,2 | 14,2 |
| Résultat net ajusté^{1,2} | 20,5 | 42,7 | 24,9 | (22,2) | (4,4) |
| BAlIA ajusté² | 43,5 | 61,8 | 38,8 | (18,3) | 4,7 |
| Marge du BAlIA ajusté² | 26,9 % | 30,2 % | 27,2 % | (3,3 %) | (0,3 %) |

¹ Attribuable aux actionnaires de la Société

² Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS à la page 30, ainsi que le rapprochement avec le résultat net aux termes des IFRS.

Au 31 mars 2020, les actifs sous gestion se chiffraient à 158,1 milliards de dollars, en baisse de 11,6 milliards de dollars, soit 6,8 %, par rapport à 169,7 milliards de dollars au 31 décembre 2019. La baisse découle essentiellement des vents contraires sur le marché de 14,5 milliards de dollars découlant de la volatilité extrême des marchés boursiers à l'échelle mondiale déclenchée par les craintes entourant la pandémie de COVID-19, partiellement compensés par une incidence favorable du change de 5,6 milliards de dollars. Les remboursements bruts de 4,9 milliards de dollars ont été compensés en partie par des nouveaux mandats à hauteur de 1,7 milliard de dollars.

Au 31 mars 2020, les actifs sous gestion avaient augmenté de 13,2 milliards de dollars, soit 9 % par rapport aux actifs sous gestion de 144,9 milliards de dollars au 31 mars 2019. Cette hausse est essentiellement attribuable aux acquisitions représentant un apport de 16,3 milliards de dollars aux actifs sous gestion, aux nouveaux mandats de 12,6 milliards de dollars et à l'incidence favorable du change de 3,6 milliards de dollars. Ces hausses ont été contrebalancées en partie par les remboursements bruts de 14,4 milliards de dollars et les fluctuations défavorables des marchés de 4,8 milliards de dollars.

Pour le premier trimestre de 2020, les produits se sont chiffrés à 161,7 millions de dollars, contre 142,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, en hausse de 18,9 millions de dollars, soit 13 %. L'augmentation d'un exercice sur l'autre est essentiellement attribuable aux facteurs suivants :

- les produits additionnels découlant des quatre acquisitions conclues en 2019 et constituées d'une participation de 80 % dans Palmer Capital Partners Limited (« Palmer Capital »), ainsi que des acquisitions de Foresters Asset Management Inc. (« Foresters »), d'Integrated Asset Management Corp. (« IAM ») et de Fiera Investissements (anciennement les activités canadiennes de Natixis ou « Natixis Canada »);

Faits saillants financiers

- la croissance interne essentiellement attribuable aux secteurs Marchés institutionnels et Stratégies de placement privé alternatives de Fiera;
- la hausse des honoraires de performance essentiellement attribuable aux actifs traditionnels.

Ces hausses ont été atténuées par la baisse des autres revenus, principalement en raison d'une perte liée à un contrat de change à terme au premier trimestre de 2020, contre un profit pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2020, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 7,6 millions de dollars, ou 0,07 \$ par action (de base et dilué), contre un résultat net de (6,6) millions de dollars, ou (0,07) \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société découle essentiellement de la hausse des produits susmentionnée, combinée à l'incidence favorable de la variation nette de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, partiellement compensés par la hausse des charges générales et administratives, ainsi que par la hausse des charges d'intérêt en raison de l'incidence défavorable du change.

Le résultat net ajusté pour le premier trimestre de 2020 s'est établi à 20,5 millions de dollars, ou 0,20 \$ par action de base et 0,19 \$ par action dilué, contre 24,9 millions de dollars ou 0,26 \$ par action (de base et dilué) au premier trimestre de 2019. La diminution de 4,4 millions de dollars découle principalement de la hausse des frais de vente et charges générales et administratives, des charges d'intérêts résultant d'une perte sur un swap de taux d'intérêt et de la hausse de la charge d'impôt sur le résultat au premier trimestre de 2020.

Pour le premier trimestre de 2020, le BAIIA ajusté s'est établi à 43,5 millions de dollars, ou 0,42 \$ par action (de base) et 0,41 \$ par action (dilué), pour une hausse de 4,7 millions de dollars, ou 12 %, comparativement à 38,8 millions de dollars, ou 0,40 \$ par action (de base et dilué) pour la période comparative de 2019. La hausse est essentiellement attribuable aux facteurs suivants :

- l'apport positif des quatre acquisitions survenues en 2019 au BAIIA ajusté;
- la hausse des produits tirés des Marchés institutionnels et des stratégies de placement privé alternatives, partiellement contrebalancée par une perte sur un contrat de change à terme.

La marge du BAIIA ajusté pour le premier trimestre de 2020 s'est établie à 26,9 %, en baisse de 0,3 % par rapport à la marge de 27,2 % générée à la période correspondante de l'exercice précédent.

Faits saillants financiers

Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau suivant présente les actifs sous gestion, le total des produits, le BAIIA ajusté¹, la marge du BAIIA ajusté¹ et le résultat net de la Société, y compris les montants par action, pour chacun des huit derniers trimestres, ainsi que pour le dernier trimestre clos le 31 mars 2020.

Tableau 1 – Résultats trimestriels (en milliers de dollars, sauf les actifs sous gestion qui sont en millions de dollars et les données par action)

| | Douze derniers mois ² | T1 31 mars 2020 | T4 31 déc. 2019 | T3 30 sept. 2019 | T2 30 juin 2019 | T1 31 mars 2019 | T4 31 déc. 2018 | T3 30 sept. 2018 | T2 30 juin 2018 |
|---|----------------------------------|-----------------------|-----------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|------------------------|-----------------------|
| Actifs sous gestion | 160 497 | 158 121 | 169 671 | 164 664 | 149 531 | 144 861 | 136 675 | 143 475 | 139 389 |
| Total des produits | 676 043 | 161 657 | 204 526 | 159 956 | 149 904 | 142 785 | 156 963 | 137 109 | 126 232 |
| BAIIA ajusté ¹ | 197 585 | 43 451 | 61 752 | 46 578 | 45 804 | 38 817 | 39 322 | 36 620 | 32 703 |
| Marge du BAIIA ajusté ¹ | 29,2 % | 26,9 % | 30,2 % | 29,1 % | 30,6 % | 27,2 % | 25,1 % | 26,7 % | 25,9 % |
| Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société | 715 | 7 581 | 3 387 | (4 740) | (5 513) | (6 553) | (1 709) | 995 | (2 106) |
| PAR ACTION (DE BASE) | | | | | | | | | |
| BAIIA ajusté ¹ | 1,96 | 0,42 | 0,61 | 0,46 | 0,47 | 0,40 | 0,41 | 0,38 | 0,35 |
| Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société | (0,01) | 0,07 | 0,03 | (0,05) | (0,06) | (0,07) | (0,02) | 0,01 | (0,02) |
| Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société ¹ | 1,27 | 0,20 | 0,42 | 0,32 | 0,33 | 0,26 | 0,29 | 0,29 | 0,26 |
| PAR ACTION (DILUÉ) | | | | | | | | | |
| BAIIA ajusté ¹ | 1,94 | 0,41 | 0,60 | 0,46 | 0,47 | 0,40 | 0,41 | 0,36 | 0,35 |
| Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société | (0,01) | 0,07 | 0,03 | (0,05) | (0,06) | (0,07) | (0,02) | 0,01 | (0,02) |
| Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société ¹ | 1,25 | 0,19 | 0,41 | 0,32 | 0,33 | 0,26 | 0,29 | 0,27 | 0,26 |

¹ Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS*, à la page 30.

² Les actifs sous gestion des douze derniers mois représentent la moyenne des actifs sous gestion de clôture des quatre derniers trimestres.

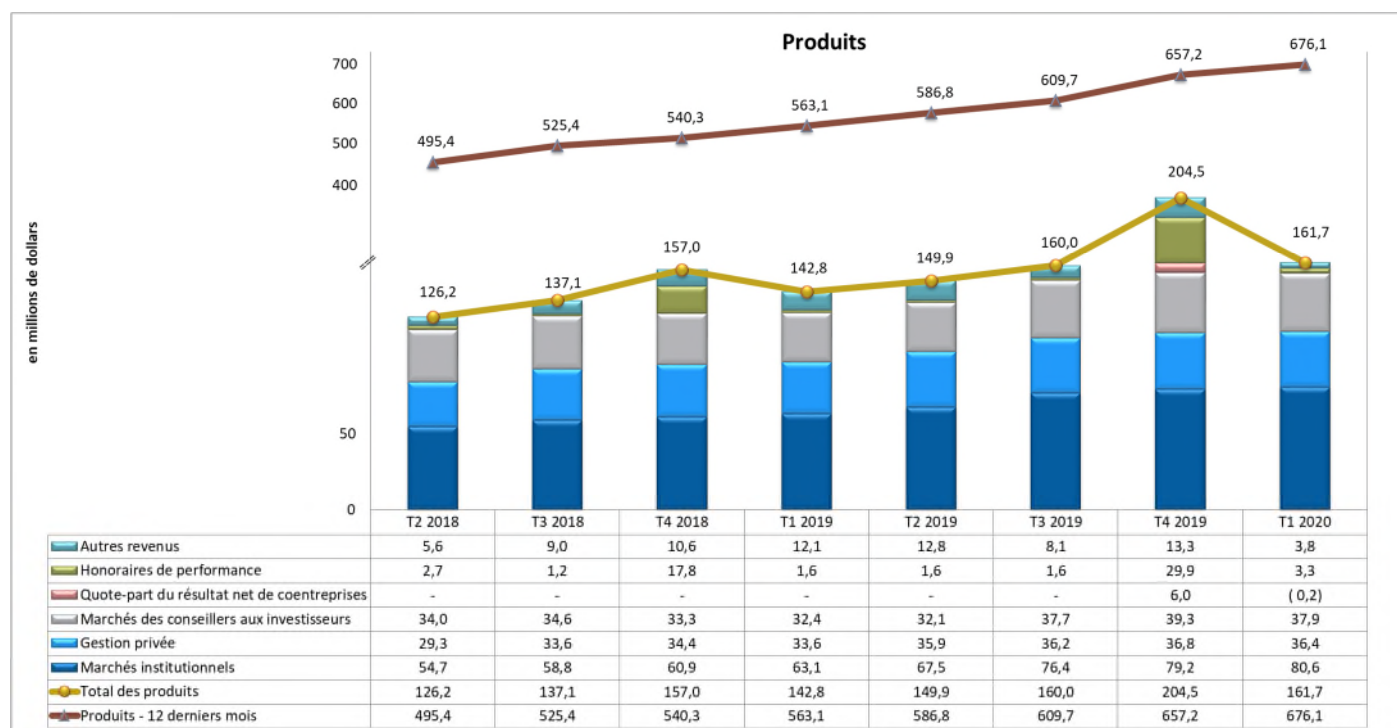
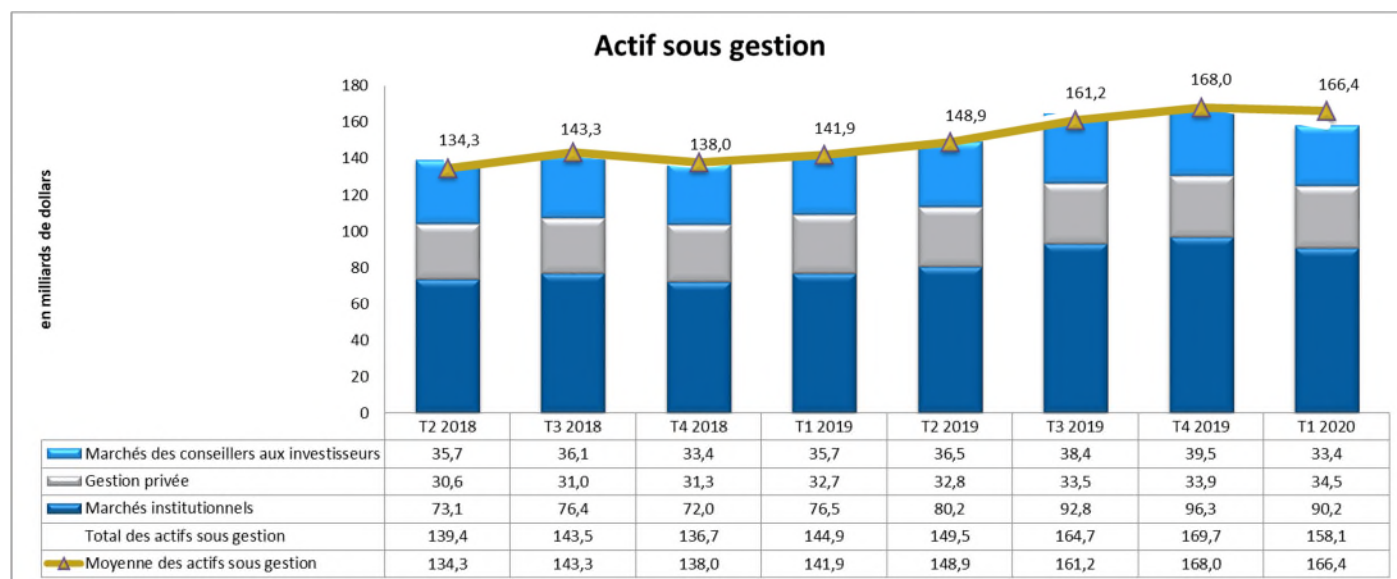
Les mesures non conformes aux IFRS, soit le BAIIA ajusté par action de base et dilué et le résultat net par action ajusté, sont calculées au moyen du même nombre moyen pondéré d'actions en circulation que le résultat net par action de base et dilué, respectivement, calculé conformément aux IFRS, que le résultat net soit un bénéfice net ou une perte nette.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Faits saillants financiers

Tendances des actifs sous gestion et des produits

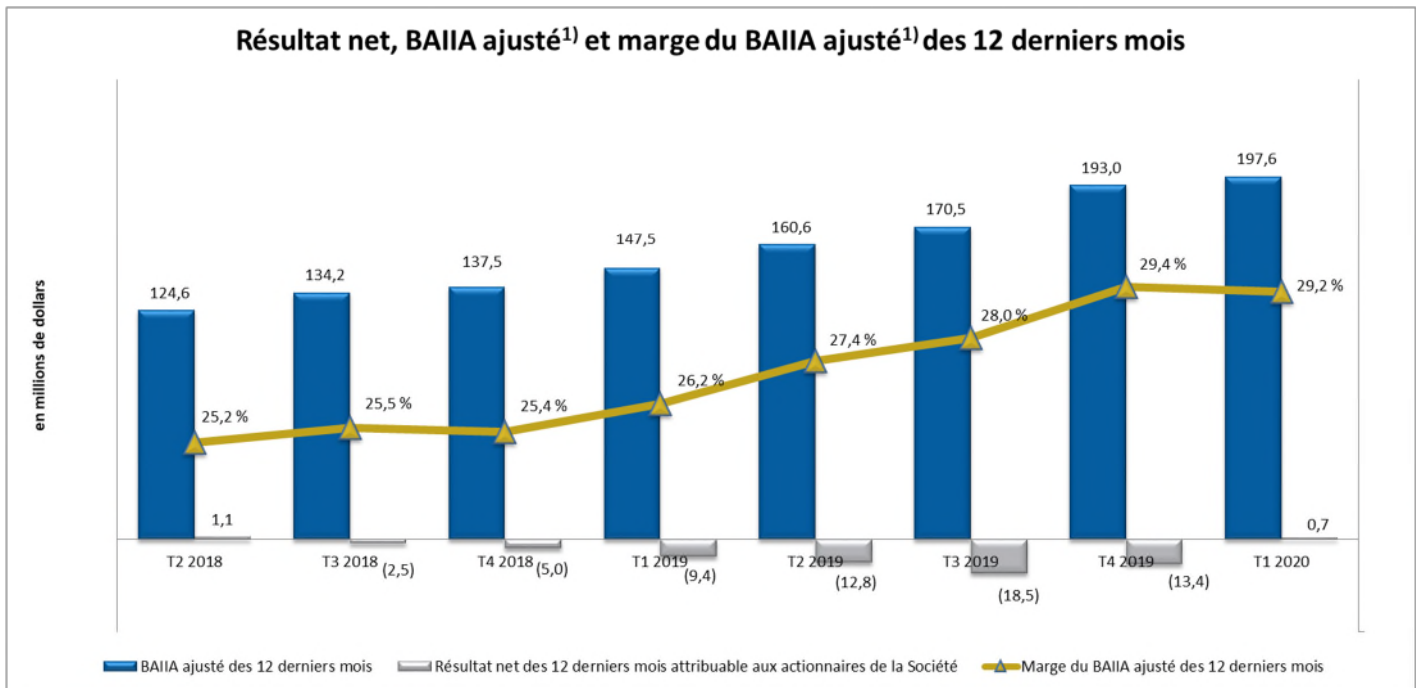
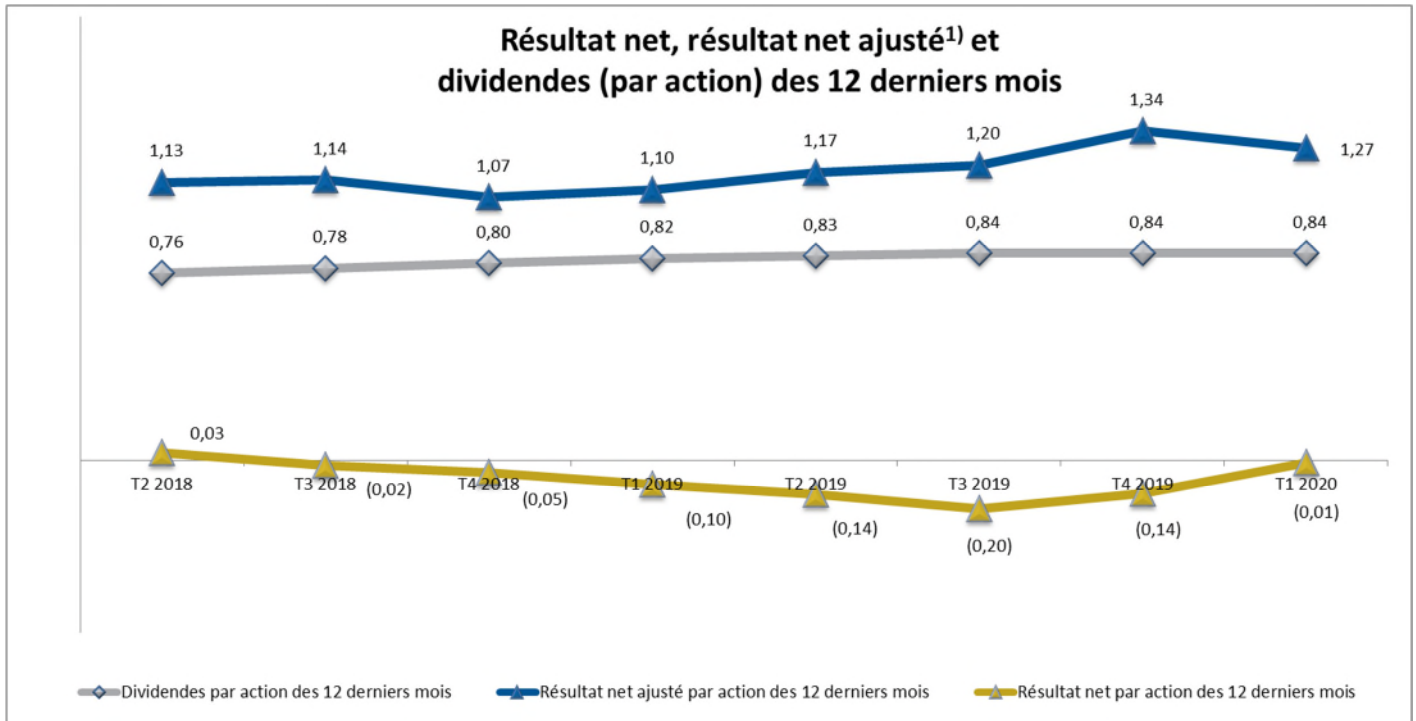
Les diagrammes ci-après illustrent les tendances en ce qui concerne les actifs sous gestion et les produits trimestriels et pour les 12 derniers mois, le résultat net par action pour les 12 derniers mois, le résultat ajusté par action¹ pour les 12 derniers mois et les dividendes par action pour les 12 derniers mois, le BAIIA ajusté¹ pour les 12 derniers mois et la marge du BAIIA ajusté¹ pour les 12 derniers mois.



Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

¹Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS*, à la page 30.

Faits saillants financiers



¹⁾ Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS, à la page 30.

Mode de présentation

La Société dresse ses états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, Information financière intermédiaire, publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Par conséquent, ils n'incluent pas l'ensemble des informations à fournir pour les états financiers consolidés annuels selon les Normes internationales d'information financière (les International Financial Reporting Standards, ou « IFRS »). Les méthodes comptables et les méthodes de calcul adoptées dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont identiques à celles utilisées par la Société dans ses états financiers au 31 décembre 2019 et pour l'exercice clos à cette date, à l'exception de l'incidence de l'adoption des normes, interprétations et modifications décrites à la note 3. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités comprennent les comptes de Corporation Fiera Capital et de ses filiales. Les filiales sont des entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle. La Société contrôle une entité émettrice lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en compte au moment d'évaluer si la Société contrôle ou non une autre entité. Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle la Société en obtient le contrôle et sont déconsolidées à partir de la date à laquelle elle en perd le contrôle. Les transactions intersociétés ainsi que les soldes provenant de telles transactions avec les filiales et parmi celles-ci sont tous éliminés à la consolidation.

La participation ne donnant pas le contrôle dans le résultat net et les capitaux propres des filiales est présentée séparément dans les états consolidés de la situation financière, du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres.

Les méthodes comptables des filiales sont modifiées, s'il y a lieu, avant que la Société acquière une entreprise afin d'en assurer la cohérence avec celles qu'elle a adoptées.

La quote-part revenant à la Société du résultat net d'une coentreprise est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net. Les fluctuations cumulatives postérieures à l'acquisition sont prises en compte dans la valeur comptable du placement.

À moins d'indication contraire, les montants sont présentés en dollars canadiens. Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis. Certaines données comparatives ont été reclassées pour être conformes avec la présentation de la période à l'étude.

La Société présente le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA »)¹, le BAIIA ajusté¹, le BAIIA ajusté par action¹, la marge du BAIIA ajusté¹, le résultat net ajusté¹ et le résultat net ajusté par action¹ comme principaux indicateurs de performance non conformes aux IFRS. Ces mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. La définition de ces mesures non conformes aux IFRS et le rapprochement avec les mesures conformes aux IFRS les plus comparables sont présentés à la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* du présent rapport de gestion.

¹ Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS*, à la page 30.

Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion contient des déclarations prospectives. Dans certains cas, les déclarations prospectives peuvent être identifiées par des termes tels que « pourrait », « fera », « devrait », « s'attend à », « anticipe », « croit », « estime », « prévoit », « potentiel », « continue », « cible », « entend » ou la forme négative de ces termes ou toute terminologie comparable. De par leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreux hypothèses, incertitudes et risques inhérents, tant généraux que particuliers, ainsi que le risque que les prévisions et autres déclarations prospectives se révèlent inexactes. La Société ne garantit donc pas que ses déclarations prospectives se réaliseront et elle conseille aux lecteurs de ne pas s'y fier indûment, puisque les résultats et faits réels pourraient différer sensiblement des estimations et intentions qui y sont exprimées en raison d'importants facteurs dont bon nombre sont indépendants de sa volonté. Ces facteurs comprennent, notamment, le rendement des placements de Fiera Capital, la capacité de Fiera Capital de maintenir sa clientèle existante et d'attirer de nouveaux clients, sa dépendance vis-à-vis de grands clients, sa capacité de recruter du personnel clé et de le conserver, sa capacité de réussir l'intégration des entreprises dont elle fait l'acquisition, la concurrence dans son secteur d'activité, sa capacité de gérer les conflits d'intérêts, la conjoncture économique défavorable au Canada et dans le reste du monde (notamment par suite de replis des marchés des capitaux), les fluctuations des taux d'intérêt et cours du change, les sanctions imposées par les autorités de réglementation ou le tort pouvant être fait à sa réputation par suite d'erreurs ou de l'inconduite de membres de son personnel, les risques liés aux questions réglementaires et aux litiges et la capacité de Fiera Capital de gérer ces risques, le manquement par des tiers à leurs obligations vis-à-vis de Fiera Capital et de ses sociétés affiliées, les actes de la nature et autres cas de force majeure, l'évolution des lois et règlements au Canada et ailleurs, notamment en matière de fiscalité, l'incidence et les conséquences de l'endettement de Fiera Capital, la dilution éventuelle du capital social et les autres facteurs décrits sous la rubrique *Facteurs de risque* du présent rapport de gestion ou dans d'autres documents déposés périodiquement par la Société auprès des autorités compétentes en valeurs mobilières. Ces déclarations prospectives sont faites en date du présent rapport de gestion, et la Société ne s'engage nullement à les actualiser ou à les réviser à la lumière de nouveaux événements ou circonstances, sauf dans la mesure prévue par les lois sur les valeurs mobilières.

Vue d'ensemble de la Société

Fiera Capital est une société de gestion de placement indépendante d'envergure mondiale dont l'actif sous gestion se chiffrait à 158,1 milliards de dollars au 31 mars 2020. La Société offre des solutions multi-actifs personnalisées tirant parti d'un vaste éventail de catégories d'actifs traditionnelles et alternatives. Nos stratégies s'adressent à une clientèle institutionnelle, de gestion privée et d'investisseurs individuels établie en Amérique du Nord, en Europe et dans les principaux marchés d'Asie. L'approche de placement de la Société repose sur sa présence internationale grandissante et sur son engagement à faire preuve de rigueur et d'esprit d'entreprise dans sa façon d'analyser les occasions d'affaires. Son modèle intégré offre aux clients à la fois l'envergure, les ressources et le rayonnement dignes d'un gestionnaire d'actifs mondial et l'approche axée sur le client caractérisant les petites firmes spécialisées.

La Société est engagée envers l'investissement responsable et adhère à son devoir d'agir avec professionnalisme, responsabilité et diligence dans l'intérêt supérieur de ses investisseurs et parties prenantes dans le but de créer une valeur durable à long terme. Par ailleurs, Fiera Capital est d'avis que les organisations qui comprennent et gèrent avec brio d'importants facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance, ainsi que les risques et opportunités connexes tendent à créer des actifs et des entreprises de plus grande qualité et, par conséquent, d'être mieux positionnés pour offrir une valeur durable à long terme. Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'engagement envers l'investissement responsable, ainsi que sur l'accent que nous plaçons sur la diversité et l'inclusion, l'environnement et les partenariats communautaires, veuillez consulter notre [Rapport d'investissement responsable et de responsabilité d'entreprise 2019](#).

Grâce à sa structure sous forme d'équipes autonomes, Fiera Capital est en mesure d'offrir un éventail diversifié de stratégies de placement à travers une multitude de catégories d'actifs et de primes de risque en utilisant une grande variété de styles de placement. La Société croit que cette approche souple permet à ses équipes d'investissement d'adopter des techniques d'intégration cadrant avec leur philosophie de placement.

Pour s'adapter à l'environnement des placements en constante évolution, les équipes de Fiera Capital collaborent et cherchent à tirer parti des offres les plus innovantes et diversifiées pour élaborer des stratégies qui répondent aux besoins de chaque client, où qu'il soit situé. La Société adhère aux normes les plus élevées en matière de gouvernance et de gestion des risques liés aux placements et mène ses activités avec transparence et intégrité pour créer de la valeur pour les clients et les actionnaires à long terme.

Fiera Capital gère également plusieurs fonds de placement. Ces fonds de placement sont des sociétés d'investissement à capital variable et à capital fixe, des fonds de placement non traditionnels, des sociétés en commandite ou d'autres fonds en gestion commune qui investissent dans une variété d'actifs. La Société gère également les Fonds Fiera Capital et elle agit à l'heure actuelle à titre de conseiller secondaire pour certains de ces fonds communs au nom de ses partenaires stratégiques.

Outre ses stratégies de placement traditionnelles, Fiera Capital a procédé à des acquisitions, a conclu des coentreprises et a développé des partenariats de manière à offrir à ses clients des stratégies de placement alternatives dans un éventail de secteurs et industries, dont les infrastructures, l'agriculture, l'immobilier, le capital-investissement et les prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux à court terme.

Vue d'ensemble

Évolution de la Société

Le diagramme suivant présente les initiatives clés, notamment la croissance interne et les acquisitions d'entreprises depuis la création de la Société en 2003.



Revue des marchés – Premier trimestre de 2020

La stabilisation de la croissance mondiale caractérisant le début de l'exercice 2020 a été éclipsée par les graves retombées économiques de l'épidémie mortelle de coronavirus et par les strictes mesures adoptées pour en limiter la propagation.

Les marchés boursiers mondiaux ont été le théâtre d'une importante volatilité à la deuxième moitié du premier trimestre de 2020, alors que la peur liée à la COVID-19 s'est emparée des investisseurs et des marchés des capitaux à l'échelle mondiale. En outre, la guerre des prix du pétrole à l'échelle mondiale a ajouté au contexte fragile et en proie à un vent de panique, ce qui a accentué les transactions en mode anti-risque. La combinaison de ces changements à l'échelle mondiale a eu une onde de choc sur l'ensemble des marchés et les marchés boursiers mondiaux ont plongé dans un marché baissier. Les ventes massives ont affecté tous les marchés mondiaux sans exception alors que les investisseurs nerveux ont rapidement liquidé leurs positions, la volatilité en hausse accentuant les fluctuations boursières extrêmes.

Les marchés des titres à revenu fixe ont inscrit des résultats positifs au premier trimestre de 2020. Les rendements des obligations des gouvernements ont connu d'importantes fluctuations alors que les investisseurs tentaient d'évaluer les retombées économiques du coronavirus, l'incidence des importantes mesures fiscales annoncées sur l'offre d'obligations et les mesures énergiques des banques centrales visant à restaurer les liquidités et à éviter l'effondrement du crédit. Ultimement, les rendements des obligations à l'échelle mondiale ont reculé à l'annonce des nouvelles mesures de relance des banques centrales et alors que la hausse des craintes a entraîné les investisseurs à se tourner massivement vers la sécurité des obligations. Dans l'intervalle, les écarts de taux ont explosé alors que le ralentissement économique a menacé la santé corporative et que les marchés du crédit ont été paralysés par la conjoncture hostile. Par conséquent, les obligations de sociétés ont affiché un rendement sensiblement inférieur à celui des obligations des gouvernements au cours du premier trimestre.

Le contexte économique est anormalement sombre puisque le coronavirus continue de se propager à l'échelle mondiale. À l'instar du recul de la crise de santé publique et de l'allègement conséquent des mesures de distanciation sociale, le ralentissement économique devrait également s'estomper au fil de la reprise graduelle de l'activité et de la libération de la demande latente, les vastes mesures de soutien monétaire et fiscal accentuant cette éventuelle reprise.

Revue économique

L'économie canadienne a été sérieusement ébranlée par la pandémie de COVID-19 et par la débâcle des marchés de l'énergie. Le contrecoup sera généralisé, le secteur des services étant frappé de plein fouet par la chute de la demande des suites de l'adoption de mesures de distanciation sociale obligatoires, alors que les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et la débâcle du secteur de l'énergie exercent des pressions baissières sur le secteur des produits. Fait encourageant, la Banque du Canada et le gouvernement ont répondu avec célérité et ont dévoilé un vaste éventail de politiques visant à limiter les dommages à la fois pour les entreprises et les consommateurs.

Aux États-Unis, le nombre de nouveaux cas de COVID-19 a connu une flambée à l'échelle du pays et l'activité économique a presque cessé alors que les autorités ont adopté des mesures draconiennes pour combattre l'avancée fulgurante de la pandémie, les consommateurs comme les sociétés en subissant les dommages collatéraux. La Réserve fédérale américaine a agi avec une audace jamais vue pour prévenir une crise du crédit et s'assurer que les marchés des capitaux demeurent en fonction, alors que le gouvernement des États-Unis a adopté un plan de sauvetage d'envergure pour stimuler l'économie et financer un effort national pour endiguer le coronavirus.

À l'étranger, l'Europe et le Japon étaient déjà affectés par la guerre commerciale de l'année dernière lorsque la crise de santé publique a éclaté, étant donné que ces économies axées sur les exportations demeurent particulièrement vulnérables en raison de la place qu'occupe la Chine dans leur chaîne d'approvisionnement. Par ailleurs, une récession en Europe apparaît de plus en plus inévitable alors que de nombreux pays, notamment l'Allemagne, l'Italie et la France ont fermé leurs frontières et imposé des mesures de confinement de la population. En effet, le Japon est déjà entré en récession technique, alors que la contraction entraînée par la hausse des taxes sur les ventes avait pavé la voie à l'effondrement lié à la COVID-19 au premier trimestre de 2020.

Enfin, l'économie chinoise était à l'épicentre de l'épidémie de COVID-19 au début de 2020. Alors que les mesures draconiennes imposées par le gouvernement ont rapidement permis de contenir l'épidémie, elles ont entraîné de graves retombées économiques alors que l'économie a subi une interruption brutale au début de l'exercice. Toutefois, les décideurs ont répondu avec force et ont fait de la revitalisation de la croissance une priorité absolue. Fait encourageant, les confinements se sont avérés être des réussites lorsque le nombre de nouveaux cas a connu un sommet. Par conséquent, l'économie a amorcé une réouverture alors que la population retourne graduellement au travail.

Résultats

Les stratégies de la Société ont présenté un bon rendement absolu et relatif à court, à moyen et à long terme. Au cours du premier trimestre, la tendance positive s'est maintenue pour ce qui est du rendement relatif.

Stratégies à revenu fixe traditionnelles

Les stratégies à revenu fixe de la Société ont généré des rendements absolus positifs au cours de la période de douze mois close le 31 mars 2020. Une très grande proportion de nos stratégies à revenu fixe ont généré un bon rendement relatif au cours des cinq dernières années. Au cours du dernier trimestre, nos stratégies axées sur les titres municipaux américains et nos stratégies de gestion active ont généré un rendement particulièrement bon, alors que nos stratégies axées sur le crédit ont connu moins de succès, comme il faut s'y attendre lors d'un ralentissement économique.

Stratégies fondées sur le financement privé

Les stratégies de la Société fondées sur le financement privé au Canada et dans les pays développés d'Asie ont continué d'afficher des rendements positifs attrayants au cours des douze derniers mois et ont présenté des rendements positifs au cours du dernier trimestre.

Stratégies fondées sur l'immobilier

Les fonds Agriculture mondiale et Infrastructure ont affiché un rendement à la hauteur des attentes, présentant un rendement au haut de la fourchette à un chiffre et déployant du capital rapidement. Le confinement lié à la crise de santé publique n'a pas eu d'incidence négative sur le fonds Agriculture et a eu une incidence minimale sur le fonds Infrastructures en raison de la faible exposition aux actifs tributaires du volume d'achalandage. Les fonds Immobilier canadien et britannique ont présenté des rendements positifs pour les douze derniers mois, mais le confinement nuit au recouvrement des loyers dans tous les secteurs, et plus particulièrement pour les propriétés de commerce de détail auxquelles nous avons une exposition relativement faible.

Stratégies fondées sur des actions

La plupart des stratégies fondées sur des actions de la Société ont affiché un rendement supérieur à celui de leur indice de référence au cours de la période de douze mois close le 31 mars 2020. Le dernier trimestre s'est avéré ardu pour les résultats absolus, mais sur une base relative, nos stratégies n'ont encaissé qu'une faible baisse, ce qui a contribué au rendement relatif et un certain nombre de nos stratégies fondées sur des actions ont connu un rendement excédant leur indice de référence de 10 % et plus.

Fonds de couverture

Environ la moitié de nos stratégies de fonds de couverture ont généré des rendements positifs au cours des douze derniers mois.

Stratégies d'appréciation du capital non traditionnel

Les stratégies à valeur ajoutée en immobilier au Canada et au Royaume-Uni ont généré de solides rendements par le passé, mais leur déploiement est ralenti par le confinement en pleine récession. Les fonds de capital-investissement ont affiché un bon rendement au cours des douze derniers mois. Au cours du dernier trimestre, le rendement ne s'est pas détérioré de manière notable en raison d'une exposition appropriée aux secteurs qui ne subissent pas l'incidence défavorable du ralentissement économique.

Positionnement

Dans ce contexte hostile au placement caractérisé par une récession économique, bon nombre de nos stratégies ont affiché une protection intéressante en cas de baisse sur laquelle on devrait mettre davantage l'accent à l'avenir pour la constitution de portefeuilles. Par ailleurs, alors que les banques centrales abaissent les taux d'intérêt à des taux avoisinant zéro ou à des taux négatifs et énoncent leur intention de maintenir ces politiques pour quelques années, les stratégies axées sur la prestation d'un revenu stable accru, comme les stratégies de dette privée et les stratégies fondées sur l'immobilier devraient connaître une hausse.

Faits nouveaux

Nous avons déployé des efforts considérables pour maintenir et améliorer notre cadre de gestion des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance selon une approche individualisée. Nous avons développé un solide cadre de placements à impact social et avons lancé la stratégie mondiale d'investissement d'impact.

Tableau 2 - Taux de rendement annualisés au 31 mars 2020

| Stratégies de placement | 1 an | | | 5 ans ou depuis la création* (si cette date est à l'intérieur des 5 dernières années) | | | Date de création | Indice de référence | Devise |
|--|---------------------------|----------------|----------|--|----------------|----------|-----------------------------|---|--------|
| | Rendement de la stratégie | Valeur ajoutée | Quartile | Rendement de la stratégie | Valeur ajoutée | Quartile | | | |
| Revenu fixe actif et stratégique | | | | | | | | | |
| Revenu fixe – Gestion intégrée crédit | 1,28 | -0,02 | Q3 | 2,79 | 0,26 | Q3 | 1 ^{er} mars 2012 | Indice obligataire universel de sociétés FTSE Canada | CAD |
| Revenu fixe – Gestion intégrée univers | 4,14 | -0,32 | Q2 | 3,01 | 0,36 | Q2 | 1 ^{er} janv. 1993 | Indice obligataire universel FTSE Canada | CAD |
| Revenu fixe – Gestion tactique univers | 5,37 | 0,91 | Q1 | 3,01 | 0,35 | Q2 | 1 ^{er} janv. 2000 | Indice obligataire universel FTSE Canada | CAD |
| Actions privilégiées opportunités | -26,56 | -2,99 | s. o. | -3,93* | -0,24* | s. o. | 1 ^{er} août 2015 | Indice échelonné SOLACTIVE actions privilégiées | CAD |
| Actions privilégiées – Gestion valeur relative | -22,80 | -1,83 | s. o. | -4,03 | 0,35 | s. o. | 1 ^{er} fév. 2004 | Indice S&P/TSX d'actions privilégiées | CAD |
| Obligations infrastructure | 6,32 | 1,13 | s. o. | 4,66 | 0,94 | s. o. | 1 ^{er} août 2011 | Indice des obligations provinciales à long terme FTSE | CAD |
| Revenu fixe et stratégique – Gestion active univers | 4,80 | 0,35 | Q1 | 4,61* | 0,25* | Q1 | 1 ^{er} janv. 2018 | Indice obligataire universel FTSE Canada | CAD |
| Revenu fixe et stratégique – Gestion stratégique univers | 4,29 | -0,16 | Q2 | 4,54* | 0,19* | Q2 | 1 ^{er} janv. 2018 | Indice obligataire universel FTSE Canada | CAD |
| Revenu fixe – Rendement global canadien | 3,41 | -1,05 | Q2 | 3,28 | 0,62 | Q1 | 1 ^{er} févr. 2001 | Indice FTSE CAN Overall Universe | CAD |
| Obligations à court terme | 2,74 | -0,46 | Q2 | 2,25 | 0,53 | Q1 | 1 ^{er} oct. 2003 | Indice FTSE CAN Overall Short Term | CAD |
| Tax Efficient Core Intermediate (indice de référence principal) | 3,16 | 0,39 | s. o. | 2,35 | 0,03 | s. o. | 31 mars 2007 | Bloomberg Barclays 1-10 Year Municipal Index | USD |
| Tax Efficient Core Intermediate (indice de référence secondaire) | 3,16 | 0,27 | s. o. | 2,35 | 0,34 | s. o. | 31 mars 2007 | Bloomberg Barclays 1-10 Year AA+ Municipal Index | USD |
| Tax Efficient Core Plus | 3,62 | 0,85 | s. o. | 2,89 | 0,57 | s. o. | 31 déc. 2012 | Bloomberg Barclays 1-10 Year Municipal Index | USD |
| High Grade Core Intermediate (indice de référence principal) | 7,08 | 0,20 | s. o. | 2,97 | -0,62 | s. o. | 31 déc. 2004 | Bloomberg Barclays Intermediate Aggregate Index | USD |
| High Grade Core Intermediate (indice de référence secondaire) | 7,08 | 0,15 | s. o. | 2,97 | 0,11 | s. o. | 1 ^{er} janv. 2005 | Bloomberg Barclays Intermediate Aggregate Ex CMBS/ABS/BBB Index | USD |
| Équilibré | | | | | | | | | |
| Fonds équilibré « Core » ² | -1,00 | 2,38 | Q1 | 4,8 | 1,51 | Q1 | 1 ^{er} sept. 1984 | Indice de référence – équilibré « Core » | CAD |
| Fonds équilibré intégré ³ | -2,31 | 1,82 | Q1 | 4,57 | 1,46 | Q1 | 1 ^{er} avr. 2013 | Indice de référence – équilibré intégré | CAD |
| Actions | | | | | | | | | |
| Actions canadiennes | -4,54 | 9,66 | Q1 | 5,88 | 4,98 | Q1 | 1 ^{er} janv. 2013 | Indice composé S&P/TSX | CAD |
| Actions canadiennes – « Core » | -10,57 | 3,64 | Q2 | 1,91 | 1,02 | Q3 | 1 ^{er} janv. 1992 | Indice composé S&P/TSX | CAD |
| Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core » | -18,80 | 16,45 | Q2 | -2,52 | 3,7 | Q3 | 1 ^{er} janv. 1987 | Indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX | CAD |
| Actions canadiennes – Petite capitalisation | -23,95 | 11,30 | Q3 | -4,66 | 1,55 | Q4 | 1 ^{er} janv. 1989 | Indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX | CAD |
| Actions américaines | 3,29 | 4,19 | Q1 | 12,3 | 3,05 | Q1 | 1 ^{er} avr. 2009 | Indice S&P 500 (\$ CA) | CAD |
| Actions internationales | 3,65 | 12,43 | Q1 | 7,87 | 6,14 | Q1 | 1 ^{er} janv. 2010 | Indice MSCI EAO net (\$ CA) | CAD |
| Actions mondiales | 2,85 | 7,38 | Q1 | 10,7 | 5,01 | Q1 | 1 ^{er} oct. 2009 | Indice MSCI Monde net (\$ CA) | CAD |
| CGOV à actions totales | -1,60 | 6,45 | Q2 | 5,67 | 1,36 | Q3 | 1 ^{er} avril 1999 | 65 % Indice MSCI Monde / 35 % Indice composé S&P/TSX | CAD |
| Apex Large Cap Growth | 1,96 | 1,05 | Q1 | 10,81 | 0,45 | Q1 | 1 ^{er} avril 2007 | Russell 1000 Growth | USD |
| Apex Mid Cap Growth | -18,59 | -9,15 | Q4 | 8,59 | 2,98 | Q1 | 1 ^{er} mai 2008 | Russell MidCap Growth | USD |
| Apex Smid Growth | -14,04 | 0,37 | Q3 | 3,22 | -0,40 | Q3 | 1 ^{er} janv. 1990 | Russell 2500 Growth | USD |
| Apex Small Cap Growth | -13,89 | 4,71 | Q2 | 0,18 | -1,50 | Q4 | 1 ^{er} janv. 2006 | Russell 2000 Growth | USD |
| Emerging Markets Select | -20,56 | -2,88 | Q3 | -1,24 | -0,87 | Q2 | 14 déc. 2011 | Indice MSCI Marchés émergents NR (\$ US) | USD |
| Emerging Markets Core Growth | -24,70 | -7,01 | Q4 | -0,70 | -0,33 | Q3 | 1 ^{er} juill. 2003 | Indice MSCI Marchés émergents | USD |
| Emerging Markets Growth & Income | -26,19 | -8,50 | Q4 | -1,74 | -1,38 | Q4 | 1 ^{er} juill. 2010 | Indice MSCI Marchés émergents | USD |
| Frontier Markets | -34,44 | -15,49 | Q4 | 0,54 | 3,39 | Q1 | 1 ^{er} juill. 2010 | Indice MSCI Marchés frontaliers | USD |
| Fonds de couverture – Stratégies liquides | | | | | | | | | |
| Fonds – Marché neutre nord-américain | -4,93 | – | s. o. | 0,36 | – | s. o. | 1 ^{er} oct. 2007 | Rendement absolu | CAD |
| Fonds – Actions « Long/Short » | -12,03 | – | s. o. | 0,06 | – | s. o. | 1 ^{er} août 2010 | Rendement absolu | CAD |
| Fonds – Multi-stratégies – Revenu | -5,49 | – | s. o. | 2,33 | – | s. o. | 1 ^{er} nov. 2009 | Rendement absolu | CAD |
| Charlemagne OCCO Eastern European Fund | 7,31 | s. o. | s. o. | 6,49 | s. o. | s. o. | 1 ^{er} janv. 2002 | Rendement absolu | USD |
| OAKS Emerging & Frontier Opportunities Fund | -27,53 | s. o. | Q4 | 0,39 | s. o. | Q2 | 1 ^{er} déc. 2009 | Rendement absolu | USD |

Notes :

- L'indice de référence mixte à haut rendement est composé à 85 % de l'indice Merrill Lynch US High Yield Cash Pay BB-B (couvert en \$ CA) et à 15 % de l'indice Merrill Lynch High Yield Cash Pay C (couvert en \$ CA).
- L'indice de référence – équilibré « Core » est composé à 5 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX, à 35 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX, à 32,5 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27,5 % de l'indice MSCI Monde ex-Canada net.
- L'indice de référence – équilibré intégré est composé à 2 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX, à 36 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX, à 35 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27 % de l'indice MSCI Monde Tous Pays Net.

Renseignements importants :

- Tous les rendements sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.
- Tous les rendements présentés ci-dessus sont annualisés.
- Tous les rendements, sauf ceux liés aux stratégies liquides des fonds de couverture, sont présentés avant déduction des honoraires de gestion, des frais de garde et des retenues fiscales, mais après déduction des coûts de transaction.
- Les rendements des stratégies liquides des fonds de couverture sont présentés déduction faite des honoraires de gestion, des frais de garde, des honoraires de performance et des retenues fiscales.
- Les rendements présentés présument le réinvestissement de tous les dividendes.
- Les rendements présentés de chacune des stratégies, sauf ceux liés aux stratégies liquides des fonds de couverture, témoignent des rendements d'un ensemble de portefeuilles discrétionnaires.
- Chaque stratégie présentée se rapporte à un portefeuille discrétionnaire unique ou bien à un groupe de portefeuilles discrétionnaires qui, collectivement, représentent une stratégie de placement unique ou un ensemble.
- La date de création représente la date la plus ancienne à laquelle un portefeuille discrétionnaire d'une stratégie donnée est entré en activité.
- Les fonds composés et les fonds en gestion commune ci-dessus ont été sélectionnés à partir des principales stratégies de placement de la Société; les actifs sous gestion représentent le montant total géré pour chaque catégorie d'actifs.
- Les classements par quartile sont fournis par eVestment.
- Les normes GIPS sur les indices composés sont fournies sur demande.

Tableau 2 - Taux de rendement annualisés au 31 mars 2020 (suite)

| Stratégies de placement alternatives | 1 an | | | 5 ans ou depuis la création* (si cette date est à l'intérieur des 5 dernières années) | | | Date de création | Indice de référence | Devise |
|---|---------------------------|----------------|----------|--|----------------|----------|-----------------------------|---------------------|--------|
| | Rendement de la stratégie | Valeur ajoutée | Quartile | Rendement de la stratégie | Valeur ajoutée | Quartile | | | |
| Financement privé | | | | | | | | | |
| Fonds Fiera Financement Diversifié | 7,45 | – | s. o. | 6,83 | – | s. o. | 1 ^{er} avr. 2008 | Rendement absolu | CAD |
| Global Diversified Lending Master Fund, L.P. | 8,80 | – | s. o. | 9,17 | – | s. o. | 1 ^{er} juin 2018 | Rendement absolu | CAD |
| Fonds de Financement immobilier Fiera FP, s.e.c. | 7,45 | – | s. o. | 7,04 | – | s. o. | 22 nov. 2006 | Rendement absolu | CAD |
| Fonds de Financement d'entreprises Fiera FP, s.e.c. | 7,64 | – | s. o. | 9,36 | – | s. o. | 6 nov. 2013 | Rendement absolu | CAD |
| Fiera Private Debt Fund V | 9,07 | – | s. o. | 6,56 | – | s. o. | 1 ^{er} avr. 2016 | Rendement absolu | CAD |
| Fiera Infrastructure Debt Fund LP | 0,54 | – | s. o. | 5,25 | – | s. o. | 1 ^{er} févr. 2017 | Rendement absolu | CAD |
| Crédit - Asie | | | | | | | | | |
| Clearwater Capital Partners Fund V ¹ | s. o. | – | s. o. | 1,75 | – | s. o. | 1 ^{er} févr. 2017 | Rendement absolu | USD |
| Clearwater Capital Direct Lending Opportunities Fund, L.P. | 11,25 | – | s. o. | 11,75 | – | s. o. | 1 ^{er} août 2018 | Rendement absolu | USD |
| Clearwater Capital Yield Fund, L.P. ¹ | s. o. | – | s. o. | 5,70 | – | s. o. | 1 ^{er} nov. 2018 | Rendement absolu | USD |
| Immobilier | | | | | | | | | |
| Fonds CORE Fiera Immobilier, s.e.c. | 7,92 | – | s. o. | 8,05 | – | s. o. | 28 juin 2013 | Rendement absolu | CAD |
| Fonds industriel à petite capitalisation Fiera Immobilier, s.e.c. | 16,03 | – | s. o. | 13,26 | – | s. o. | 1 ^{er} févr. 2014 | Rendement absolu | CAD |
| Palmer Capital Development Fund III, L.P. | s. o. | – | s. o. | 9,87 | – | s. o. | 1 ^{er} juin 2014 | Rendement absolu | GBP |
| Fiera Real Estate Long Income Fund (U.K.), L.P. | -0,24 | – | s. o. | 6,12 | – | s. o. | 1 ^{er} août 2009 | Rendement absolu | GBP |
| Fonds de Financement Mezzanine Fiera FP, s.e.c. | 10,73 | – | s. o. | 10,92 | – | s. o. | 21 juill. 2015 | Rendement absolu | CAD |
| Fonds Fiera Immobilier d'hypothèques « Core » | 3,07 | – | s. o. | 4,90 | – | s. o. | 1 ^{er} déc. 2017 | Rendement absolu | CAD |
| Infrastructure | | | | | | | | | |
| EagleCrest Infrastructure ^{1,3} | 11,49 | – | s. o. | 10,23 | – | s. o. | 1 ^{er} janv. 2016 | Rendement absolu | CAD |
| Placements privés | | | | | | | | | |
| Fonds de Placement Privé Glacier I s.e.c. ² | 10,10 | – | s. o. | 9,30 | – | s. o. | 1 ^{er} sept. 2018 | Rendement absolu | CAD |
| Agriculture | | | | | | | | | |
| Fonds d'Agriculture Mondial Ouvert s.e.c. ² | 5,90 | – | s. o. | 6,60 | – | s. o. | 1 ^{er} juill. 2017 | Rendement absolu | CAD |

Notes :

1. Taux de rendement interne, avant déduction des honoraires de gestion, honoraires de performance, charges d'exploitation du fonds et, selon le cas, ajusté pour tenir compte de la fluctuation du change
2. Taux de rendement interne, avant déduction des honoraires de gestion et honoraires de performance, mais déduction faite des charges d'exploitation du fonds
 - Tous les rendements présentés ci-haut sont pondérés en fonction du temps, à moins d'indication contraire.
 - Les stratégies de placement alternatives sont présentées déduction faite des honoraires de gestion, des honoraires de performance et des charges d'exploitation du fonds, à moins d'indication contraire.
3. EagleCrest Infrastructure représente la performance combinée d'EagleCrest Infrastructure Canada LP et d'EagleCrest Infrastructure SCSp.

Résultats financiers

Tableau 3 – États consolidés du résultat net pour les trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019 et le 31 décembre 2019

| ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action) | TRIMESTRES CLOS | | | VARIATION | |
|--|--------------------|---------------------------|--------------------|--|---|
| | LE 31 MARS 2020 | LE 31 DÉCEMBRE 2019 | LE 31 MARS 2019 | POS (NÉG) D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE ²⁾ | POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE ²⁾ |
| Produits | | | | | |
| Honoraires de gestion | 154 824 | 155 304 | 129 093 | (480) | 25 731 |
| Honoraires de performance – actifs traditionnels | 2 785 | 16 139 | 1 557 | (13 354) | 1 228 |
| Honoraires de performance – actifs non traditionnels | 466 | 13 779 | 50 | (13 313) | 416 |
| Quote-part du résultat des coentreprises et entreprises associées | (249) | 6 047 | – | (6 296) | (249) |
| Autres revenus | 3 831 | 13 257 | 12 085 | (9 426) | (8 254) |
| | 161 657 | 204 526 | 142 785 | (42 869) | 18 872 |
| Charges | | | | | |
| Frais de vente et charges générales et administratives | 116 631 | 147 876 | 109 020 | 31 245 | (7 611) |
| Frais des gestionnaires externes | 1 697 | 1 804 | 182 | 107 | (1 515) |
| Amortissement des immobilisations incorporelles | 13 717 | 14 412 | 12 415 | 695 | (1 302) |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 1 562 | 1 504 | 1 084 | (58) | (478) |
| Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation | 5 042 | 5 412 | 5 057 | 370 | 15 |
| Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts | 3 205 | 6 812 | 3 128 | 3 607 | (77) |
| Frais d'acquisition | 210 | (391) | 1 707 | (601) | 1 497 |
| (Profit) perte réalisé(e) et non réalisé(e) sur placements | 134 | (550) | 5 | (684) | (129) |
| (Profit) perte sur la modification de contrats de location et autres | (1 100) | – | – | 1 100 | 1 100 |
| (Profit) perte sur disposition d'immobilisations corporelles | 100 | 121 | 300 | 21 | 200 |
| Intérêts sur les obligations locatives | 1 452 | 1 425 | 1 284 | (27) | (168) |
| Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières | 15 822 | 8 870 | 7 398 | (6 952) | (8 424) |
| Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat | (10 662) | 8 052 | 6 491 | 18 714 | 17 153 |
| Réévaluation des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur | (1 799) | 336 | – | 2 135 | 1 799 |
| Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente | – | – | (546) | – | (546) |
| Total des charges | 146 011 | 195 683 | 147 525 | 49 672 | 1 514 |
| Résultat avant l'impôt sur le résultat | 15 646 | 8 843 | (4 740) | 6 803 | 20 386 |
| Charge d'impôt sur le résultat | 3 624 | 3 589 | 1 844 | (35) | (1 780) |
| Résultat net | 12 022 | 5 254 | (6 584) | 6 768 | 18 606 |
| Attribuable : | | | | | |
| Aux actionnaires de la Société | 7 581 | 3 387 | (6 553) | 4 194 | 14 134 |
| À la participation ne donnant pas le contrôle | 4 441 | 1 867 | (31) | 2 574 | 4 472 |
| Résultat net | 12 022 | 5 254 | (6 584) | 6 768 | 18 606 |
| PAR ACTION (DE BASE) | | | | | |
| BAIIA ajusté ¹⁾ | 0,42 | 0,61 | 0,40 | (0,19) | 0,02 |
| Résultat net | 0,07 | 0,03 | (0,07) | 0,04 | 0,14 |
| Résultat net ajusté ¹⁾ | 0,20 | 0,42 | 0,26 | (0,22) | (0,06) |
| PAR ACTION (DILUÉ) | | | | | |
| BAIIA ajusté ¹⁾ | 0,41 | 0,60 | 0,40 | (0,19) | 0,01 |
| Résultat net | 0,07 | 0,03 | (0,07) | 0,04 | 0,14 |
| Résultat net ajusté ¹⁾ | 0,19 | 0,41 | 0,26 | (0,22) | (0,07) |

¹ Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* et le tableau de rapprochement connexe, à la page 30.

² POS : positive; NÉG : négative.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Résultats financiers

Tableau 4 – Données choisies des états consolidés de la situation financière (en milliers de dollars)

| | AU 31 MARS 2020 | AU 31 DÉCEMBRE 2019 |
|--|------------------|---------------------|
| Trésorerie et équivalents de trésorerie, trésorerie soumise à des restrictions et placements | 75 659 | 107 024 |
| Créances clients et autres débiteurs | 164 862 | 177 013 |
| Autres actifs courants | 20 050 | 16 753 |
| Total des actifs courants | 260 571 | 300 790 |
| Goodwill | 711 827 | 687 899 |
| Immobilisations incorporelles | 532 053 | 516 880 |
| Actifs au titre de droits d'utilisation | 131 235 | 123 392 |
| Autres actifs non courants | 80 245 | 77 931 |
| Total des actifs | 1 715 931 | 1 706 892 |
| Créditeurs et charges à payer | 110 224 | 207 447 |
| Autres passifs courants | 74 081 | 63 245 |
| Total des passifs courants | 184 305 | 270 692 |
| Dettes à long terme | 509 414 | 446 699 |
| Obligations locatives | 140 975 | 129 228 |
| Dettes convertibles | 186 404 | 185 793 |
| Obligations au titre du prix d'achat | 83 787 | 90 732 |
| Passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur | 12 536 | 13 997 |
| Impôt sur le résultat différé | 9 099 | 14 041 |
| Autres passifs non courants | 22 367 | 11 874 |
| Total des passifs | 1 148 887 | 1 163 056 |
| Capitaux propres | | |
| Attribuables aux actionnaires de la Société | 565 540 | 542 811 |
| Attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle | 1 504 | 1 025 |
| | 567 044 | 543 836 |
| Total des passifs et des capitaux propres | 1 715 931 | 1 706 892 |

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Actifs sous gestion

Fiera Capital tire ses produits principalement des actifs sous gestion. Ses produits sont, pour la plupart, calculés en pourcentage des actifs sous gestion de la Société. La variation des actifs sous gestion de Fiera Capital est fonction i) du montant des nouveaux mandats (« nouveaux »); ii) du montant des retraits (« perdus »); iii) du montant des dépôts et retraits des clients existants (« contributions nettes »); iv) de l'appréciation ou de la dépréciation de la valeur de marché des actifs détenus dans le portefeuille de placements (« marché ») et v) des acquisitions d'entreprises (« acquisitions ») ou des cessions d'entreprise (« cessions »). En termes simples, la « variation nette » correspond à la somme des nouveaux mandats, des mandats perdus, des contributions nettes, de la variation des valeurs de marché et de l'incidence des fluctuations des taux de change. De plus, les actifs sous gestion moyens d'une période donnée correspondent à la moyenne de la valeur de clôture des actifs sous gestion des mois compris dans la période.

Il y a lieu de consulter la note 4 des états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018 pour de l'information sur les regroupements d'entreprises et les autres transactions réalisés par Fiera Capital. Il convient d'en faire la lecture conjointement à l'analyse qui suit. Il convient également de se reporter au diagramme sur l'évolution de la Société, à la page 10, pour connaître les détails et le calendrier des acquisitions et des autres transactions commerciales.

Les tableaux 5 et 6 ci-après résument les variations des actifs sous gestion de la Société.

Tableau 5 – Actifs sous gestion¹ (en millions de dollars)

| | TRIMESTRES CLOS | | |
|---|-----------------|---------------------|-----------------|
| | LE 31 MARS 2020 | LE 31 DÉCEMBRE 2019 | LE 31 MARS 2019 |
| Actifs sous gestion à l'ouverture de la période | 169 671 | 164 664 | 136 675 |
| Variation nette | (12 111) | 5 007 | 8 186 |
| Acquisitions/ajustements | 561 | – | – |
| Actifs sous gestion à la clôture de la période | 158 121 | 169 671 | 144 861 |
| Actifs sous gestion moyens | 166 368 | 167 993 | 141 887 |

¹ Les actifs sous gestion tiennent compte de l'incidence du change. Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Tableau 6 – Actifs sous gestion par catégories de clientèle – Variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)

| | 31 DÉCEMBRE 2019 | NOUVEAUX | PERDUS | CONTRIBUTIONS NETTES | MARCHÉ | INCIDENCE DU CHANGE | AJUSTEMENTS | 31 MARS 2020 |
|--|------------------|----------|---------|----------------------|----------|---------------------|-------------|--------------|
| Marchés institutionnels | 96 298 | 629 | (1 363) | (400) | (7 733) | 2 250 | 561 | 90 242 |
| Gestion privée | 33 838 | 686 | (347) | (46) | (2 188) | 2 553 | – | 34 496 |
| Marché des conseillers aux investisseurs | 39 535 | 400 | (1 691) | (1 072) | (4 625) | 836 | – | 33 383 |
| Actifs sous gestion à la clôture de la période | 169 671 | 1 715 | (3 401) | (1 518) | (14 546) | 5 639 | 561 | 158 121 |

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Variations trimestrielles

Le total des actifs sous gestion a diminué de 11,6 milliards de dollars, ou 7 %, pour s'établir à 158,1 milliards de dollars au 31 mars 2020, contre 169,7 milliards de dollars au 31 décembre 2019. Cette diminution s'explique principalement par la dépréciation des marchés de 14,5 milliards de dollars combinée à des mandats perdus de 3,4 milliards de dollars et à une contribution nette négative de 1,5 milliard de dollars au premier trimestre de 2020. Ces diminutions ont été compensées en partie par de nouveaux mandats de 1,7 milliard de dollars gagnés au cours de la période principalement aux États-Unis et au Canada et par l'incidence favorable du change, qui a entraîné une hausse de 5,6 milliards de dollars des actifs sous gestion pour la période considérée.

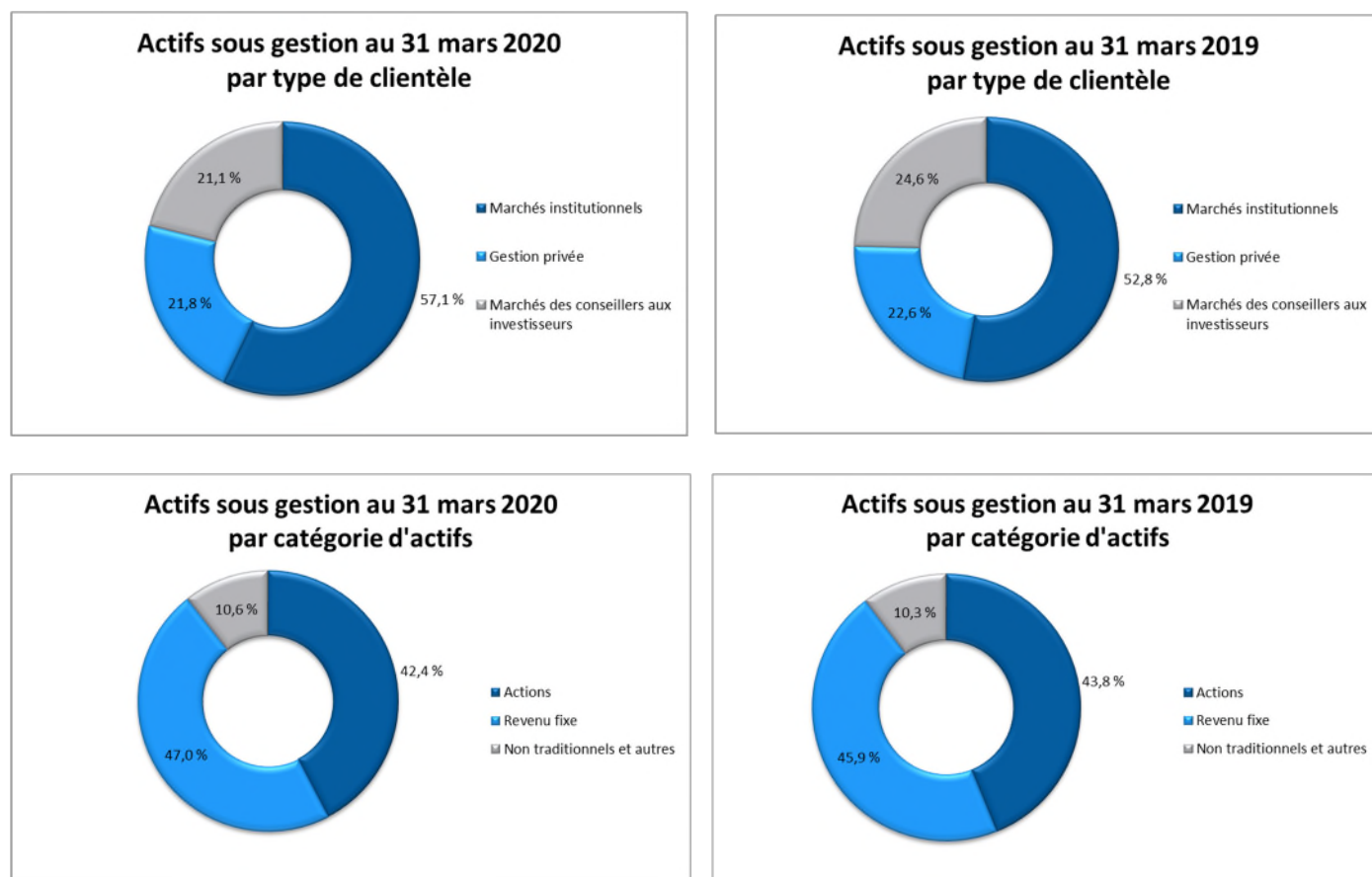
Les actifs sous gestion gérés au nom de la clientèle du secteur des Marchés institutionnels ont diminué de 6,1 milliards de dollars, ou 6 %, pour s'établir à 90,2 milliards de dollars au 31 mars 2020, contre 96,3 milliards de dollars au 31 décembre 2019. Cette diminution est essentiellement attribuable à la dépréciation des marchés de 7,7 milliards de dollars, à des mandats perdus de 1,4 milliard de dollars et à une contribution nette négative de 0,4 milliard de dollars en raison principalement de clients qui ont consolidé leurs fournisseurs de services de placement à l'échelle mondiale. La baisse des actifs sous gestion a été compensée en partie par des nouveaux mandats de 0,6 milliard de dollars gérés essentiellement au nom de clients canadiens et par l'incidence favorable du change de 2,3 milliards de dollars sur les actifs sous gestion pour la période considérée.

Les actifs sous gestion de la clientèle de la Gestion privée ont enregistré une hausse de 0,6 milliard de dollars, ou 1,8 %, pour atteindre 34,5 milliards de dollars au 31 mars 2020, contre 33,9 milliards de dollars au 31 décembre 2019. Cette hausse est avant tout attribuable à l'incidence favorable du change de 2,6 milliards de dollars sur les actifs sous gestion et aux nouveaux mandats de 0,7 milliard de dollars découlant principalement des activités aux États-Unis. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par la dépréciation des marchés de 2,2 milliards de dollars et par des mandats perdus de 0,3 milliard de dollars au cours de la période.

Les actifs sous gestion de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont affiché une baisse de 6,1 milliards de dollars, ou 15 %, pour s'établir à 33,4 milliards de dollars au 31 mars 2020, contre 39,5 milliards de dollars au 31 décembre 2019. Cette diminution est principalement attribuable à la dépréciation des marchés de 4,6 milliards de dollars combinée aux mandats perdus de 1,7 milliard de dollars principalement en raison de clients qui ont adopté des stratégies d'atténuation des risques ainsi qu'à la contribution nette négative de 1,1 milliard de dollars au cours de la période. La diminution des actifs sous gestion a été compensée en partie par l'incidence favorable du change de 0,8 milliard de dollars sur les actifs sous gestion et par de nouveaux mandats de 0,4 milliard de dollars remportés au cours du trimestre principalement en Europe.

Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits

Les graphiques ci-après illustrent la ventilation des actifs sous gestion de la Société par catégories de clientèle et par catégories d'actifs au 31 mars 2020 et au 31 mars 2019, respectivement.



Produits

Les produits de la Société sont formés i) des honoraires de gestion, ii) des honoraires de performance, iii) de la quote-part des résultats dans les coentreprises et entreprises associées et iv) des autres revenus. Le calcul des honoraires de gestion est fondé sur les actifs sous gestion et, pour chaque catégorie de clientèle, le calcul des produits est essentiellement basé sur la valeur moyenne des actifs sous gestion à la clôture de chaque jour, mois ou trimestre civil, conformément aux dispositions contractuelles. La Société perçoit aussi des honoraires de performance dans le cadre de certains mandats. Elle classe ses honoraires de performance dans deux catégories : ceux générés sur les actifs ou stratégies de placement traditionnels et ceux générés sur les actifs ou stratégies de placement non traditionnels. Les produits comprennent également la quote-part des résultats des coentreprises et des entreprises associées dans lesquelles la Société possède des participations. Les autres revenus se composent principalement des frais de courtage et des honoraires de consultation, dont le montant n'est pas fonction des actifs sous gestion, des engagements et des frais de transaction découlant des stratégies de placement privé alternatives, ainsi que des profits ou pertes sur les contrats de change à terme.

Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits

Tableau 7 – Produits – Variations trimestrielles (en milliers de dollars)

| | TRIMESTRES CLOS | | | VARIATION | |
|--|--------------------|------------------------|--------------------|-----------------------------|----------------------------|
| | LE 31 MARS 2020 | LE 31 DÉCEMBRE 2019 | LE 31 MARS 2019 | D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE | D'UN EXERCICE À L'AUTRE |
| Marchés institutionnels | 80 552 | 79 150 | 63 057 | 1 402 | 17 495 |
| Gestion privée | 36 375 | 36 817 | 33 609 | (442) | 2 766 |
| Marché des conseillers aux investisseurs | 37 897 | 39 337 | 32 427 | (1 440) | 5 470 |
| Total des honoraires de gestion | 154 824 | 155 304 | 129 093 | (480) | 25 731 |
| Honoraires de performance – actifs traditionnels | 2 785 | 16 139 | 1 557 | (13 354) | 1 228 |
| Honoraires de performance – actifs non traditionnels | 466 | 13 779 | 50 | (13 313) | 416 |
| Total des honoraires de performance | 3 251 | 29 918 | 1 607 | (26 667) | 1 644 |
| Quote-part du résultat des coentreprises et entreprises associées | (249) | 6 047 | – | (6 296) | (249) |
| Autres revenus | 3 831 | 13 257 | 12 085 | (9 426) | (8 254) |
| Total des produits | 161 657 | 204 526 | 142 785 | (42 869) | 18 872 |

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2020, les produits se sont accrus de 18,9 millions de dollars, ou 13 %, pour se fixer à 161,7 millions de dollars, contre 142,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La croissance des produits tient principalement de la prise en compte de la croissance interne ainsi que de l'acquisition d'une participation de 80 % dans Palmer Capital en avril 2019, et de la création de Fiera Investissements par suite de l'acquisition de Natixis Canada et de l'acquisition de IAM (juillet 2019) et de Foresters (août 2019), combinées à la hausse des honoraires de performance, facteurs compensés en partie par la baisse des autres revenus (présentés en détail ci-après).

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont monté de 25,7 millions de dollars, ou 20 %, pour atteindre 154,8 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2020, contre 129,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La ventilation de l'augmentation globale des honoraires de gestion par catégories de clientèle s'établit comme suit :

- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle des Marchés institutionnels pour le premier trimestre clos le 31 mars 2020 ont augmenté de 17,5 millions de dollars, ou 28 %, pour se fixer à 80,6 millions de dollars, comparativement à 63,1 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation des honoraires de gestion tient essentiellement de l'augmentation des produits attribuable à la croissance interne, principalement dans le secteur Stratégies de placement privé alternatives de Fiera et des activités en Europe, combinée à des produits additionnels découlant des acquisitions de Palmer Capital, IAM et Foresters.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle de la Gestion privée se sont accrus de 2,8 millions de dollars, ou 8 %, pour s'établir à 36,4 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2020, contre 33,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique avant tout par la hausse des produits tirés des activités aux États-Unis et au Canada.

Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits

- Les honoraires de gestion tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont progressé de 5,5 millions de dollars, ou 17 %, au cours du premier trimestre clos le 31 mars 2020, pour se chiffrer à 37,9 millions de dollars, contre 32,4 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette progression découle essentiellement de la création de Fiera Investissements par suite de l'acquisition de Natixis Canada, combinée à la hausse des produits tirés des activités aux États-Unis.

Honoraires de performance

Les honoraires de performance se sont établis à 3,3 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2020, contre 1,6 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement dans la catégorie des actifs traditionnels.

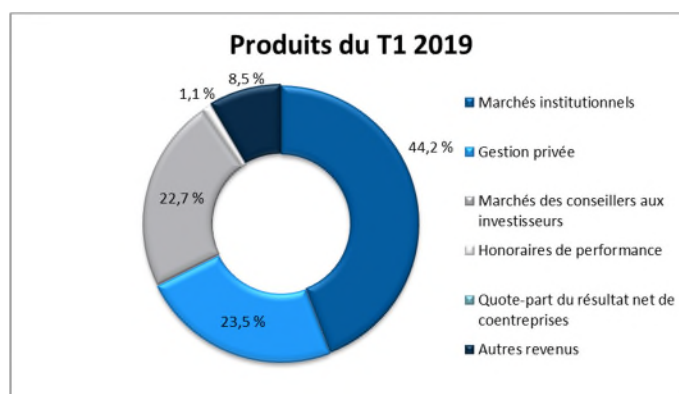
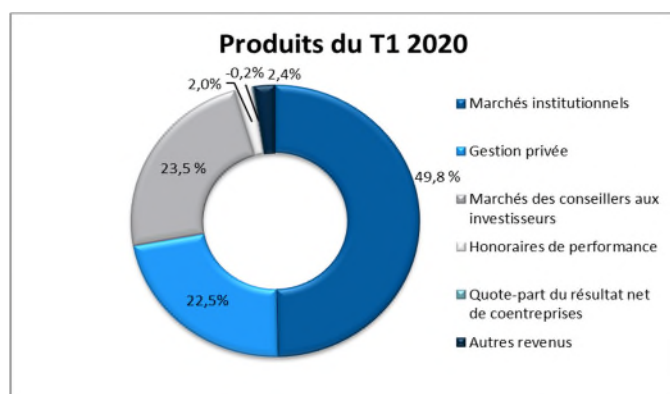
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées

La Société détient des participations dans un certain nombre de coentreprises et entreprises associées négligeables sur une base individuelle qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La Société a comptabilisé une perte de 0,2 million de dollars au titre de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées pour le premier trimestre clos le 31 mars 2020, essentiellement liée à la comptabilisation d'une provision relative à un accord d'intéressement, qui peut sensiblement varier d'un trimestre à l'autre en raison de la nature à long terme des projets sous-jacents, contre néant pour le trimestre correspondant de 2019.

Autres revenus

Les autres revenus ont diminué de 8,3 millions de dollars, ou 69 %, pour se chiffrer à 3,8 millions de dollars au premier trimestre clos le 31 mars 2020, contre 12,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est attribuable essentiellement à une perte sur un contrat de change à terme de 5,1 millions de dollars, contre un profit de 1,1 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, combinée à un paiement éventuel comptabilisé au premier trimestre de 2019 comparativement à néant au premier trimestre de 2020.

Les graphiques ci-après illustrent la ventilation des produits de la Société pour les trimestres clos le 31 mars 2020 et le 31 mars 2019.



Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2020, les produits ont diminué de 42,8 millions de dollars, ou 21 %, pour se fixer à 161,7 millions de dollars, comparativement à 204,5 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2019. Cette diminution des produits s'explique surtout par la baisse des honoraires de performance pour les catégories d'actifs traditionnels et non traditionnels, combinée à la diminution des autres revenus (décrits ci-après) et à une perte sur la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées comparativement à un profit comptabilisé au trimestre précédent.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont diminué de 0,5 million de dollars, ou 0,3 %, pour s'établir à 154,8 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2020, contre 155,3 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2019. La répartition des honoraires de gestion par catégorie de clientèle se détaille comme suit :

- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle des Marchés institutionnels ont augmenté de 1,4 million de dollars, ou 2 %, pour s'établir à 80,6 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2020, contre 79,2 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2019. L'augmentation séquentielle tient surtout de la hausse des produits des activités en Europe et aux États-Unis.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle de la Gestion privée ont reculé de 0,4 million de dollars, ou 1 %, pour s'établir à 36,4 millions de dollars au premier trimestre clos le 31 mars 2020, par rapport à 36,8 millions de dollars au trimestre précédent clos le 31 décembre 2019 essentiellement en raison des activités aux États-Unis.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont diminué de 1,4 million de dollars, ou 4 %, pour se chiffrer à 37,9 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2020, contre 39,3 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2019. Cette diminution s'explique principalement par la diminution des actifs sous gestion des activités au Canada, aux États-Unis et en Europe.

Honoraires de performance

Les honoraires de performance se sont établis à 3,3 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2020, contre 29,9 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2019. Les honoraires de performance sont habituellement comptabilisés aux deuxième et quatrième trimestres de l'exercice.

Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées

La Société détient des participations dans un certain nombre de coentreprises et entreprises associées négligeables sur une base individuelle qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La Société a comptabilisé un montant de (0,2) million de dollars au titre de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées pour le premier trimestre clos le 31 mars 2020, contre un résultat de 6,0 millions de dollars au trimestre précédent clos le 31 décembre 2019. Le résultat présenté pour le trimestre considéré est essentiellement imputable à la comptabilisation d'une provision liée à un accord d'intéressement.

La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées peut sensiblement varier d'un trimestre à l'autre en raison de la nature à long terme des projets sous-jacents.

Autres revenus

Les autres revenus ont diminué de 9,5 millions de dollars, ou 71 %, pour se chiffrer à 3,8 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2020, contre 13,3 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2019. La diminution est essentiellement imputable à une perte de 5,1 millions de dollars sur les contrats de change à terme, contre un profit de 1,1 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2019, combiné à la baisse de 3,5 millions de dollars des autres revenus tirés des Stratégies de placement privé alternatives de Fiera.

Résultat d'exploitation et performance globale – Charges

Frais de vente et charges générales et administratives et frais des gestionnaires externes

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives et frais des gestionnaires externes ont monté de 9,1 millions de dollars, ou 8 %, pour s'établir à 118,3 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2020, contre 109,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est surtout imputable à une hausse de la structure de coûts découlant du volume plus élevé et des acquisitions contrebalancées en partie par la diminution de la charge de rémunération fondée sur des actions.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives et frais des gestionnaires externes ont diminué de 31,4 millions de dollars, ou 21 %, pour se chiffrer à 118,3 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2020, contre 149,7 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2019. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse des charges de rémunération variable et à la diminution de la charge de rémunération fondée sur des actions.

Dotation aux amortissements

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

L'amortissement des immobilisations corporelles s'est élevé à 1,6 million de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2020, contre 1,1 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse est essentiellement attribuable à un amortissement plus élevé sur les améliorations locatives liées aux espaces de bureaux du nouveau siège social de la Société sis au 1981 avenue McGill College.

L'amortissement des immobilisations incorporelles s'est établi à 13,7 millions de dollars au cours du premier trimestre clos le 31 mars 2020, ce qui représente une hausse de 1,3 million de dollars, ou 10 %, contre 12,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse de l'amortissement des immobilisations incorporelles est principalement attribuable aux diverses acquisitions.

L'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation lié à l'IFRS 16, *Contrats de location*, s'est établi à 5,0 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2020, contre 5,1 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

L'amortissement des immobilisations corporelles est demeuré stable, à 1,6 million de dollars, pour le premier trimestre clos le 31 mars 2020, comparativement à celui de 1,5 million de dollars du trimestre précédent clos le 31 décembre 2019.

L'amortissement des immobilisations incorporelles a diminué de 0,7 million de dollars, ou 5 %, pour s'établir à 13,7 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2020, comparativement à 14,4 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2019. Cette diminution découle essentiellement de la diminution des dépenses des Stratégies de placement privé alternatives de Fiera.

L'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation lié à l'IFRS 16, *Contrats de location*, s'est établi à 5,0 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2020, contre 5,4 millions de dollars pour le trimestre correspondant clos le 31 décembre 2019.

Résultat d'exploitation et performance globale – Charges

Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières ont augmenté de 8,4 millions de dollars ou 114 % pour le premier trimestre clos le 31 mars 2020, pour se fixer à 15,8 millions de dollars, contre 7,4 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement imputable à la hausse des charges financières par suite d'une perte sur swaps de taux d'intérêt comptabilisée au premier trimestre de 2020.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières ont augmenté de 8,4 millions de dollars ou 114 % pour le premier trimestre clos le 31 mars 2020, pour se fixer à 15,8 millions de dollars, contre 7,4 millions de dollars pour le trimestre précédent. Cette hausse est principalement imputable à une perte sur swaps de taux d'intérêt comptabilisée au premier trimestre de 2020, combinée à la hausse des charges d'intérêts additionnelles sur les débentures hybrides émises au troisième trimestre de 2019.

Intérêts sur les obligations locatives

L'intérêt sur les obligations locatives est demeuré stable à 1,5 million de dollars au premier trimestre clos le 31 mars 2020, contre 1,4 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2019 et à 1,3 million de dollars pour le trimestre comparable clos le 31 mars 2019.

Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Un profit non réalisé de 10,7 millions de dollars a été inscrit pour la désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat pour le premier trimestre clos le 31 mars 2020, en regard d'une charge de 6,5 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette variation est surtout attribuable aux ajustements à la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat liées à l'acquisition de City National Rochdale (CNR) et à l'acquisition de Clearwater conclues en décembre 2017 et en août 2018, respectivement.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Un profit non réalisé de 10,7 millions de dollars a été inscrit pour la désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat pour le premier trimestre clos le 31 mars 2020, en regard d'une charge de 8,1 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2019. La Société a réduit la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat liées à CNR essentiellement en raison d'une réduction de la valeur de marché des actifs sous gestion des suites de l'importante volatilité engendrée par la pandémie de COVID-19. De plus, les obligations au titre du prix d'achat liées à l'acquisition de Clearwater ont également diminué en raison de la volatilité accrue des marchés.

Frais d'acquisition et coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts ont diminué de 1,4 million de dollars, ou 29 %, pour s'établir à 3,4 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2020, contre 4,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison de la baisse des activités d'acquisition d'un exercice sur l'autre.

Résultat d'exploitation et performance globale – Charges

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts ont diminué de 3,0 millions de dollars, ou de 47 %, pour s'établir à 3,4 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2020, contre 6,4 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2019. Cette diminution est essentiellement attribuable aux activités de restructuration et d'intégration moins élevées par rapport au trimestre précédent clos le 31 décembre 2019.

Résultat net

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2020, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 7,6 millions de dollars, ou 0,07 \$ par action (de base et dilué), contre un résultat net de (6,6) millions de dollars ou (0,07) \$ par action (de base et dilué) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société est principalement attribuable à une hausse des produits, décrite précédemment, combinée à l'incidence favorable de la variation nette de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat partiellement contrebalancés par la hausse des frais de vente et charges générales et administratives et des charges d'intérêts découlant de l'incidence défavorable du change.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2020, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 7,6 millions de dollars, ou 0,07 \$ par action (de base et dilué), contre un résultat net de 3,4 millions de dollars, ou 0,03 \$ par action (de base et dilué) pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2019. La hausse du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société est principalement attribuable à l'incidence favorable de la variation nette de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, combiné à la diminution des coûts de restructuration, partiellement contrebalancés par la hausse des charges d'intérêts en raison d'une perte sur swaps de taux d'intérêt.

Mesures non conformes aux IFRS

Nous avons inclus des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS afin de fournir aux investisseurs un complément d'information sur nos résultats d'exploitation et notre performance financière. Nous estimons que ces mesures non conformes aux IFRS sont particulièrement éclairantes à cet égard, du fait qu'elles ne tiennent pas compte d'éléments qui ont une faible incidence sur ces résultats et cette performance et qu'elles font dès lors ressortir les tendances de fond qui marquent nos activités de base que les seuls indicateurs conformes aux IFRS ne permettraient pas nécessairement de mettre en évidence. Nous croyons également que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties intéressées ont aussi fréquemment recours à des mesures non conformes aux IFRS pour évaluer les sociétés émettrices, dont bon nombre utilisent des mesures non conformes aux IFRS aux fins de la présentation de leurs résultats. La direction fait par ailleurs appel à des mesures non conformes aux IFRS pour faciliter la comparaison des résultats d'exploitation et de la performance financière d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels et pour évaluer sa capacité à assurer le service de la dette, à financer les dépenses d'investissement et à satisfaire aux besoins en fonds de roulement.

Les mesures non conformes aux IFRS ne sont pas des mesures définies par les IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Par exemple, certaines ou la totalité d'entre elles ne tiennent pas compte a) de nos dépenses en trésorerie ou de nos besoins futurs au titre des dépenses d'investissement ou des engagements contractuels, b) des variations de nos besoins en fonds de roulement ou de nos besoins de liquidités à cet égard, c) de la charge d'intérêts ou des besoins de liquidités liés aux paiements d'intérêts et du principal sur notre dette, et d) des versements d'impôt, qui viennent réduire notre trésorerie disponible. Ces mesures non conformes aux IFRS comportent des limitations importantes en tant qu'outils d'analyse, les lecteurs ne doivent pas les considérer isolément ni les substituer à l'analyse de nos résultats présentés selon les IFRS. En raison de ces limitations, nous nous appuyons principalement sur nos résultats présentés selon les IFRS et n'utilisons les mesures non conformes aux IFRS qu'à des fins complémentaires.

La Société définit le **BAIIA** comme étant le résultat net avant intérêts, impôts sur le résultat et amortissements (BAIIA). Le **BAIIA ajusté** correspond au BAIIA, ajusté pour tenir compte des frais d'acquisition, des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts, de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, de la perte réalisée (du profit réalisé) sur les placements, de la perte réalisée (du profit réalisé) découlant de la cession d'actifs, de la perte (du profit) découlant de la cession des participations dans des coentreprises et des filiales, de la réévaluation des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur, de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente, de la perte (du profit) sur modification de contrats de location et autres et des charges de rémunération fondée sur des actions.

La Société estime que le BAIIA et le BAIIA ajusté lui sont utiles en ce qu'ils lui permettent d'évaluer sa performance d'exploitation de base d'une période à l'autre sans les variations causées par l'incidence des éléments décrits ci-dessus. La Société considère que ses activités d'exploitation de base sont la gestion d'actifs, les conseils en placement et les services connexes. Les coûts liés aux initiatives stratégiques comme les acquisitions d'entreprises, l'intégration d'entreprises acquises et la restructuration ne sont pas considérés comme des coûts de base. La Société exclut ces éléments parce qu'ils peuvent toucher la comparabilité de ses résultats financiers entre les périodes et pourraient éventuellement déformer l'analyse des tendances de la performance de ses activités de base.

Mesures non conformes aux IFRS

La Société définit *la marge du BAIIA ajusté* comme étant le ratio du BAIIA ajusté au total des produits. Il s'agit là d'une importante mesure de la performance d'exploitation globale, car elle est indicatrice de la rentabilité de la Société du point de vue de l'exploitation.

BAIIA ajusté

Le tableau suivant présente respectivement le BAIIA ajusté¹ et le BAIIA ajusté par action¹ de la Société pour les trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019, ainsi que pour le trimestre clos le 31 décembre 2019

Tableau 8 – BAIIA ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

| | TRIMESTRES CLOS | | | VARIATION | |
|---|--------------------|------------------------|--------------------|-----------------------------|------------------------------|
| | LE 31 MARS 2020 | LE 31 DÉCEMBRE 2019 | LE 31 MARS 2019 | D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE | D'UN EXERCICE SUR L'AUTRE |
| Résultat net | 12 022 | 5 254 | (6 584) | 6 768 | 18 606 |
| Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat | 3 624 | 3 589 | 1 844 | 35 | 1 780 |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 1 562 | 1 504 | 1 084 | 58 | 478 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles | 13 717 | 14 412 | 12 415 | (695) | 1 302 |
| Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation | 5 042 | 5 412 | 5 057 | (370) | (15) |
| Intérêts sur les obligations locatives | 1 452 | 1 425 | 1 284 | 27 | 168 |
| Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières | 15 822 | 8 870 | 7 398 | 6 952 | 8 424 |
| BAIIA¹ | 53 241 | 40 466 | 22 498 | 12 775 | 30 743 |
| Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts | 3 205 | 6 812 | 3 128 | (3 607) | 77 |
| Frais d'acquisition | 210 | (391) | 1 707 | 601 | (1 497) |
| Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat | (10 662) | 8 052 | 6 491 | (18 714) | (17 153) |
| Perte (profit) réalisé(e) sur placements | 134 | (550) | 5 | 684 | 129 |
| (Profit) perte sur modification de contrats de location et autres | (1 100) | – | – | (1 100) | (1 100) |
| (Profit) perte sur disposition d'actifs, d'immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles | 100 | 121 | 300 | (21) | (200) |
| Réévaluation des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur | (1 799) | 336 | – | (2 135) | (1 799) |
| Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente | – | – | (546) | – | 546 |
| Rémunération fondée sur des actions | 122 | 6 906 | 5 234 | (6 784) | (5 112) |
| BAIIA ajusté | 43 451 | 61 752 | 38 817 | (18 301) | 4 634 |
| Par action (de base) | 0,42 | 0,61 | 0,40 | (0,19) | 0,02 |
| Par action (dilué) | 0,41 | 0,60 | 0,40 | (0,19) | 0,01 |

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2020, le BAIIA ajusté a été en hausse de 4,7 millions de dollars, ou 12 %, pour atteindre 43,5 millions de dollars, ou 0,42 \$ par action (de base) et 0,41 \$ (dilué), contre 38,8 millions de dollars, ou 0,40 \$ par action (de base et dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté a augmenté essentiellement en raison de l'apport positif des quatre acquisitions conclues à l'exercice 2019 et de la hausse des produits tirés des Marchés institutionnels et des stratégies de placement privé alternatives, facteurs contrebalancés en partie par une perte sur des contrats de change à terme au premier trimestre de 2020 comparativement à un profit pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Mesures non conformes aux IFRS

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2020, le BAIIA ajusté a baissé de 18,3 millions de dollars, ou 30 %, pour s'établir à 43,5 millions de dollars, soit 0,42 \$ par action (de base) et 0,41 \$ (dilué), contre 61,8 millions de dollars, ou 0,61 \$ par action (de base) et 0,60 \$ par action (dilué), au trimestre précédent clos le 31 décembre 2019. Cette diminution séquentielle du BAIIA ajusté est avant tout attribuable à la diminution des honoraires de performance, et des autres revenus, ainsi qu'à l'incidence défavorable d'une perte sur des contrats de change à terme comparativement à un profit comptabilisé au trimestre précédent. Ces augmentations ont été compensées en partie par une diminution des frais de vente et charges générales et administratives.

Le tableau qui suit présente un rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté, du BAIIA ajusté par action et de la marge du BAIIA ajusté avec les mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Mesures non conformes aux IFRS

Tableau 9 – Rapprochement du BAIIA et du BAIIA ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

| | T1 2020 | T4 2019 | T3 2019 | T2 2019 | T1 2019 | T4 2018 | T3 2018 | T2 2018 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Résultat net | 12 022 | 5 254 | (4 593) | (4 783) | (6 584) | (1 573) | 1 127 | (2 215) |
| Impôt sur le résultat (recouvrement) | 3 624 | 3 589 | 889 | 3 370 | 1 844 | (3 056) | 969 | 1 641 |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 1 562 | 1 504 | 1 403 | 1 216 | 1 084 | 1 179 | 1 091 | 1 018 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles | 13 717 | 14 412 | 13 525 | 12 622 | 12 415 | 12 468 | 11 834 | 10 488 |
| Dépréciation des actifs au titre de droits d'utilisation | 5 042 | 5 412 | 4 892 | 4 561 | 5 057 | – | – | – |
| Intérêt sur les contrats de location | 1 452 | 1 425 | 1 393 | 1 288 | 1 284 | – | – | – |
| Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières | 15 822 | 8 870 | 8 865 | 6 709 | 7 398 | 10 147 | 5 393 | 5 054 |
| BAIIA¹ | 53 241 | 40 466 | 26 374 | 24 983 | 22 498 | 19 165 | 20 414 | 15 986 |
| Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts | 3 205 | 6 812 | 3 577 | 1 022 | 3 128 | 3 399 | 871 | 2 389 |
| Frais d'acquisition | 210 | (391) | 2 306 | 6 670 | 1 707 | 2 966 | 2 594 | 2 508 |
| Désactualisation et variation de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat | (10 662) | 8 052 | 8 801 | 6 636 | 6 491 | 8 332 | 5 978 | 5 720 |
| Perte réalisée (profit réalisé) sur les placements | 134 | (550) | 140 | (452) | 5 | (171) | (3) | 2 |
| (Profit) perte sur modification de contrats de location et autres | (1 100) | – | (114) | – | – | – | – | – |
| (Profit) perte sur disposition d'actifs | 100 | 121 | (199) | – | 300 | 81 | 1 | – |
| Réévaluation des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur | (1 799) | 336 | 317 | 350 | – | – | – | – |
| Réévaluation des actifs détenus à des fins de vente | – | – | – | (153) | (546) | 191 | – | – |
| Rémunération fondée sur des actions | 122 | 6 906 | 5 376 | 6 748 | 5 234 | 5 359 | 6 765 | 6 098 |
| BAIIA ajusté¹ | 43 451 | 61 752 | 46 578 | 45 804 | 38 817 | 39 322 | 36 620 | 32 703 |
| PRODUITS | 161 657 | 204 526 | 159 956 | 149 904 | 142 785 | 156 963 | 137 109 | 126 232 |
| Marge du BAIIA ajusté | 26,9 % | 30,2 % | 29,1 % | 30,6 % | 27,2 % | 25,1 % | 26,7 % | 25,9 % |
| BAIIA ajusté par action | | | | | | | | |
| De base | 0,42 | 0,61 | 0,46 | 0,47 | 0,40 | 0,41 | 0,38 | 0,35 |
| Dilué | 0,41 | 0,60 | 0,46 | 0,47 | 0,40 | 0,41 | 0,36 | 0,35 |

¹ À compter du premier trimestre de 2019, les résultats de la Société comprennent l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette application est analysée à la note 3 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2019. Comme le permet l'IFRS 16, *Contrats de location*, les données comparatives n'ont pas été retraitées et pourraient ne pas être comparables.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Mesures non conformes aux IFRS

La Société définit le **résultat net ajusté** comme étant le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté afin de tenir compte de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, de l'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation et des éléments de rémunération fondée sur des actions, ainsi que des frais d'acquisition et coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts après impôt, de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, de la désactualisation du taux d'intérêt effectif sur la dette convertible et de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente après impôt, de la perte après impôt découlant de la cession de la participation dans des filiales, du profit après impôt sur l'acquisition du contrôle de la participation dans une coentreprise, de la réévaluation après impôt des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur et d'une perte (d'un profit) sur modification de contrats de location et autres après impôt.

Avec prise d'effet au 31 mars 2018, la Société a modifié la définition du résultat net ajusté pour tenir compte de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat. Également, avec prise d'effet au 31 décembre 2018, la Société a modifié la définition du résultat net ajusté pour tenir compte de la désactualisation du taux d'intérêt effectif sur la dette convertible. Les charges de désactualisation ainsi que les profits et les pertes comptabilisés dans la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat découlent des accords portant sur la contrepartie conditionnelle, en général dans le cas de regroupements d'entreprises qui sont considérées comme des activités secondaires. La juste valeur de la contrepartie conditionnelle est évaluée à chaque date de clôture et elle est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation qui utilisent les flux de trésorerie nets prévus actualisés en fonction de la valeur actualisée. La charge de désactualisation (soit la charge d'intérêts hors trésorerie) fait passer la valeur actualisée des obligations au titre du prix d'achat à sa valeur future au fil du temps. L'ajustement de la charge de désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat découlant du résultat net ajusté permettent de mieux comparer les résultats financiers entre les périodes lorsque les hypothèses portant sur l'évaluation utilisées par la direction peuvent présenter une certaine volatilité des résultats. Les chiffres comparatifs préalables au 31 décembre 2018 pour le résultat net ajusté et le résultat net par action (de base et dilué) ont été retraités afin de les rendre conformes à la présentation de la période à l'étude.

La Société estime que le résultat net ajusté lui est utile en ce qu'il lui permet d'évaluer sa performance globale d'une période à l'autre sans la variation causée par l'incidence des éléments décrits ci-dessus. La Société exclut ces éléments parce qu'ils peuvent toucher la comparabilité de ses résultats financiers d'une période à l'autre et pourraient éventuellement déformer l'analyse des tendances de la performance de ses activités. L'exclusion de ces éléments ne signifie pas nécessairement qu'ils ne sont pas récurrents.

Résultat net ajusté

Le tableau suivant présente respectivement le résultat net et le résultat net ajusté de la Société pour les trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019, ainsi que pour le trimestre clos le 31 décembre 2019.

Mesures non conformes aux IFRS

Tableau 10 – Résultat net et résultat net ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

| | TRIMESTRES CLOS | | | VARIATION | |
|--|--------------------|------------------------|--------------------|-----------------------------|------------------------------|
| | LE 31 MARS 2020 | LE 31 DÉCEMBRE 2019 | LE 31 MARS 2019 | D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE | D'UN EXERCICE SUR L'AUTRE |
| Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société | 7 581 | 3 387 | (6 553) | 4 194 | 14 134 |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 1 562 | 1 504 | 1 084 | 58 | 478 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles | 13 717 | 14 412 | 12 415 | (695) | 1 302 |
| Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation | 5 042 | 5 412 | 5 057 | (370) | (15) |
| Rémunération fondée sur des actions ^{*)} | 122 | 6 906 | 5 234 | (6 784) | (5 112) |
| Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts ^{*)} | 3 205 | 6 812 | 3 128 | (3 607) | 77 |
| Frais d'acquisition ^{*)} | 210 | (391) | 1 707 | 601 | (1 497) |
| Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et intérêt effectif sur la dette convertible ^{*)} | (10 051) | 8 676 | 6 807 | (18 727) | (16 858) |
| Réévaluation des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur ^{*)} | (1 799) | 336 | – | (2 135) | (1 799) |
| Profit sur la modification de contrats de location et autres ^{*)} | (1 100) | – | – | (1 100) | (1 100) |
| Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente ^{*)} | – | – | (546) | – | 546 |
| Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat applicable aux éléments ci-dessus ^{*)} | (1 982) | 4 393 | 3 460 | 6 375 | 5 442 |
| Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société | 20 471 | 42 661 | 24 873 | (22 190) | (4 402) |
| Par action (de base) | | | | | |
| Résultat net | 0,07 | 0,03 | (0,07) | 0,04 | 0,14 |
| Résultat net ajusté | 0,20 | 0,42 | 0,26 | (0,22) | (0,06) |
| Par action (dilué) | | | | | |
| Résultat net | 0,07 | 0,03 | (0,07) | 0,04 | 0,14 |
| Résultat net ajusté | 0,19 | 0,41 | 0,26 | (0,22) | (0,07) |

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 20,5 millions de dollars, ou 0,20 \$ par action (de base) et 0,19 \$ (dilué) pour le premier trimestre clos le 31 mars 2020, contre 24,9 millions de dollars ou 0,26 \$ par action (de base et dilué) pour le premier trimestre clos le 31 mars 2019. Le résultat net ajusté pour le trimestre clos le 31 mars 2020 reflétait le résultat net, compte non tenu de l'amortissement des immobilisations corporelles, de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation, de l'amortissement des immobilisations incorporelles et de la rémunération fondée sur des actions de 20,4 millions de dollars, ou 0,20 \$ par action (de base et dilué), ainsi que des frais d'acquisition et des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts de (7,6) millions de dollars, ou (0,07) \$ par action (de base et dilué), d'une charge de désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, d'une charge de désactualisation liée aux intérêts effectifs sur la dette convertible et de la réévaluation des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur, compte tenu de l'impôt sur le résultat.

La diminution d'un exercice sur l'autre du résultat net ajusté s'explique en grande partie par une hausse des frais de vente et charges générales et administratives et par une hausse des charges d'intérêts découlant de la perte sur swaps de taux d'intérêt au premier trimestre de 2020 et par la hausse de la charge d'impôt.

Mesures non conformes aux IFRS

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2020, la Société a comptabilisé un résultat net ajusté de 20,5 millions de dollars, ou 0,20 \$ par action (de base) et 0,19 \$ par action (dilué), par rapport à celui inscrit pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2019, qui s'était établi à 42,7 millions de dollars ou 0,42 \$ (de base) et 0,41 \$ (dilué). Cette diminution du résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'explique en grande partie par une baisse des produits et par une perte sur swaps de taux d'intérêt, contrebalancées en partie par une hausse des frais de vente et charges générales et administratives.

Le tableau qui suit présente un rapprochement du résultat net ajusté et du résultat net ajusté par action avec les mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Mesures non conformes aux IFRS

Tableau 11 – Rapprochement du résultat net ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

| | T1 2020 | T4 2019 | T3 2019 | T2 2019 | T1 2019 | T4 2018 | T3 2018 | T2 2018 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société | 7 581 | 3 387 | (4 740) | (5 513) | (6 553) | (1 709) | 995 | (2 106) |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 1 562 | 1 504 | 1 403 | 1 216 | 1 084 | 1 179 | 1 091 | 1 018 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles | 13 717 | 14 412 | 13 525 | 12 622 | 12 415 | 12 468 | 11 834 | 10 488 |
| Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation | 5 042 | 5 412 | 4 892 | 4 561 | 5 057 | – | – | – |
| Rémunération fondée sur des actions ^{*)} | 122 | 6 906 | 5 376 | 6 748 | 5 234 | 5 359 | 6 765 | 6 098 |
| Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts ^{*)} | 3 205 | 6 812 | 3 577 | 1 022 | 3 128 | 3 399 | 871 | 2 389 |
| Frais d'acquisition ^{*)} | 210 | (391) | 2 306 | 6 670 | 1 707 | 2 966 | 2 594 | 2 508 |
| Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et intérêt effectif sur la dette convertible ^{*)} | (10 051) | 8 676 | 9 297 | 6 992 | 6 807 | 8 692 | 6 285 | 6 058 |
| Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente ^{*)} | – | – | – | (153) | (546) | 191 | – | – |
| Réévaluation des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur [*] | (1 799) | 336 | 317 | 350 | – | – | – | – |
| Profit sur modification de contrats de location et autres ^{*)} | (1 100) | – | (114) | – | – | – | – | – |
| Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat applicable aux éléments ci-dessus ^{*)} | (1 982) | 4 393 | 3 373 | 2 034 | 3 460 | 4 294 | 2 902 | 2 661 |
| Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société | 20 471 | 42 661 | 32 466 | 32 481 | 24 873 | 28 251 | 27 533 | 23 792 |
| Par action (de base) | | | | | | | | |
| Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société | 0,07 | 0,03 | (0,05) | (0,06) | (0,07) | (0,02) | 0,01 | (0,02) |
| Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société | 0,20 | 0,42 | 0,32 | 0,33 | 0,26 | 0,29 | 0,29 | 0,26 |
| Par action (dilué) | | | | | | | | |
| Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société | 0,07 | 0,03 | (0,05) | (0,06) | (0,07) | (0,02) | 0,01 | (0,02) |
| Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société | 0,19 | 0,41 | 0,32 | 0,33 | 0,26 | 0,29 | 0,27 | 0,26 |

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Situation de trésorerie et sources de financement

Flux de trésorerie

En plus des frais de vente et charges générales et administratives, la Société affecte sa trésorerie notamment aux versements de dividendes, au service de la dette, aux dépenses d'investissement et aux acquisitions d'entreprises.

Le tableau suivant présente un complément d'information sur les flux de trésorerie de Fiera Capital.

Tableau 12 – Sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie (en milliers de dollars)

| | TRIMESTRES CLOS | |
|--|-----------------|-----------------|
| | LE 31 MARS 2020 | LE 31 MARS 2019 |
| Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation | (25 687) | (21 192) |
| Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement | (13 646) | (5 847) |
| Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités de financement | 5 157 | 11 790 |
| (Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | (34 176) | (15 249) |
| Incidence des fluctuations des cours du change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères | 3 189 | (4 722) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice | 96 219 | 52 466 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice | 65 232 | 32 495 |

Comparaison des trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation ont atteint 25,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2020, contre 21,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 4,5 millions de dollars ou 21 %. L'écart est attribuable à une hausse des sorties de trésorerie liées au fonds de roulement d'exploitation de 15,9 millions de dollars partiellement compensée par une hausse des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation compte non tenu de la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 11,4 millions de dollars (voir la note 13 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 31 mars 2020 pour obtenir de plus amples renseignements sur la variation du fonds de roulement).

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement ont été de 13,6 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2020, en raison essentiellement de sorties de trésorerie de 11,7 millions de dollars liées au règlement des obligations au titre du prix d'achat, de sorties de trésorerie de 1,7 million de dollars liées aux investissements dans des coentreprises et entreprises associées et des sorties de 1,5 million de dollars liées à l'acquisition d'immobilisations incorporelles.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement ont été de 13,6 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2020, en regard de 5,8 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse s'explique surtout par les entrées de trésorerie tirées de la cession d'actifs de 12,0 millions de dollars au premier trimestre de 2019 contre néant pour le trimestre considéré et par la hausse des sorties de trésorerie liées au règlement des ajustements et des obligations au titre du prix d'achat de 3,0 millions de dollars. Ces diminutions des sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement ont été contrebalancées en partie par la hausse de la trésorerie et équivalents de trésorerie soumis à restrictions de 7,1 millions de dollars et par la diminution des sorties de trésorerie liées à l'acquisition de matériel de 3,0 millions de dollars.

Situation de trésorerie et sources de financement

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 5,2 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2020, alors que des entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement de 11,8 millions de dollars avaient été comptabilisées pour l'exercice précédent. L'écart d'un exercice sur l'autre est essentiellement attribuable à une hausse des sorties de trésorerie liées au règlement de la rémunération fondée sur des actions de 16,4 millions de dollars, à la hausse des sorties nettes de trésorerie liées au versement d'intérêts de 4,4 millions de dollars et à la hausse de 4,0 millions de dollars des dividendes versés. Ces augmentations des sorties de trésorerie liées aux activités de financement d'un exercice sur l'autre ont été compensées en partie par la hausse de la dette à long terme de 17,7 millions de dollars.

Au cours du trimestre considéré, la Société a versé 16,4 millions de dollars pour le règlement d'unités d'actions liées au rendement applicables aux unités d'exploitation. Par suite de l'acquisition par la Société de la totalité des actions émises et en circulation de Charlemagne Capital Limited (« CCL ») le 14 décembre 2016, la Société a octroyé ces unités d'actions liées au rendement applicables aux unités d'exploitation le 17 novembre 2017 à un dirigeant de CCL relativement à son régime de participation qui existait avant l'acquisition par la Société.

Enfin, les fluctuations du change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères ont eu une incidence favorable de 3,2 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2020, contre une incidence défavorable de 4,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison du raffermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien et de l'incidence favorable sur les positions de trésorerie détenues en dollars américains.

Situation de trésorerie et sources de financement

Dette à long terme

Tableau 13 – Facilité de crédit (en milliers de dollars)

| | AU 31 MARS 2020 | AU 31 MARS 2019 |
|----------------------------------|-----------------|-----------------|
| Facilité de crédit | | |
| Facilité renouvelable | 511 957 | 449 490 |
| Charges de financement différées | (2 543) | (2 791) |
| | 509 414 | 446 699 |
| Moins la partie courante | – | – |
| Partie non courante | 509 414 | 446 699 |

Facilité de crédit

Le 14 novembre 2019, la Société a conclu la sixième entente de crédit modifiée et mise à jour (l'« entente de crédit ») avec un consortium de prêteurs composé de banques canadiennes. La facilité est utilisée aux fins générales de la Société. Elle comprend une facilité renouvelable non garantie de premier rang de 600 millions de dollars (la « facilité ») et peut être utilisée au gré de la Société pour des retraits en dollars canadiens ou en dollars américains.

Selon les modalités de l'entente de crédit et sous réserve du remboursement des débetures convertibles de la Société le 23 juin 2023 (voir la note 9 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 31 mars 2020), aucun versement minimal n'est prévu jusqu'au 30 juin 2023, date à laquelle le montant prélevé est remboursable intégralement. En tout temps, sous réserve de certaines conditions, la Société peut demander une augmentation de la limite maximale disponible aux termes de la facilité de 200 millions de dollars, sous réserve de l'acceptation des prêteurs individuels constituant le consortium bancaire. Sous réserve de certaines modalités, l'entente de crédit permet le report de la date d'échéance de la facilité un an à la fois, à la demande de la Société et sous réserve de l'acceptation d'un groupe de prêteurs au sein du consortium bancaire dont les engagements totalisent plus de 66 ⅔ %.

La facilité porte intérêt à taux variable, à régler mensuellement, en fonction de la monnaie dans laquelle la somme est prélevée et du taux fondé sur le ratio trimestriel de la dette à long terme sur le BAIIA défini dans l'entente de crédit. Le taux d'intérêt est fondé sur le taux préférentiel canadien majoré d'un écart se situant entre 0,0 % et 1,5 % ou, au gré de la Société pour les sommes prélevées en dollars américains, fondé soit sur le taux de base des États-Unis majoré d'un écart se situant entre 0,0 % et 1,5 %, soit sur le TIOI majoré d'un écart se situant entre 1,0 % et 2,5 %.

Au 31 mars 2020, le montant total prélevé sur la facilité comprenait des montants de 297,031 millions de dollars et de 151,0 millions de dollars américains (214,926 millions de dollars) (29,784 millions de dollars et 323,66 millions de dollars américains (419,706 millions de dollars) au 31 décembre 2019).

La sixième entente de crédit modifiée et mise à jour a remplacé la cinquième entente de crédit modifiée et mise à jour conclue par la Société le 28 mai 2018 assujettie à des modalités semblables et remboursable en totalité le 30 juin 2022.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, la renégociation de l'entente de crédit a été traitée à titre de modification aux termes de l'IFRS 9, *Instruments financiers* et les frais de transaction de 0,435 million de dollars liés à la facilité et de 0,48 million de dollars liés à l'entente de crédit précédente ont été incorporés à la facilité à titre de dette à long terme dans l'état consolidé de la situation financière. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, des frais de 0,405 million de dollars liés à une modification de l'administration du consortium bancaire ont également été incorporés à la facilité (néant pour le trimestre clos le 31 mars 2020).

Selon les modalités de l'entente de crédit et de l'ancienne entente de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives, y compris le maintien de ratios financiers minimaux. Ces restrictions visent le maintien d'un ratio maximum

Situation de trésorerie et sources de financement

de la dette à long terme sur le BAIIA et d'un ratio minimum de couverture des intérêts, tel qu'ils sont définis dans l'entente de crédit et dans l'ancienne entente de crédit. Le BAIIA, mesure financière non conforme aux IFRS, inclut le résultat consolidé avant les intérêts, l'impôt sur le résultat, les amortissements et d'autres éléments hors trésorerie, et ne tient pas compte des éléments extraordinaires et inhabituels, y compris les éléments non récurrents et certaines obligations au titre du prix d'achat ainsi que certains autres ajustements définis dans l'entente de crédit. Au 31 mars 2020 et au 31 décembre 2019, la Société se conformait à l'ensemble des clauses restrictives aux termes de l'entente de crédit. L'entente de crédit comporte également des clauses restrictives qui limitent la capacité de la Société et de certaines de ses filiales définies précisément dans l'entente de crédit comme étant les emprunteurs, et par conséquent les garants de la facilité, à effectuer certains types de transactions et impose ainsi certaines restrictions d'exploitation et de financement sur ces entités.

Autres facilités

Une des filiales de la Société dispose d'une ligne de crédit assortie d'un plafond de 0,92 million de dollars portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1,50 %, sans date d'échéance fixe. Au 31 mars 2020, la filiale n'avait prélevé aucun montant sur la ligne de crédit (néant au 31 décembre 2019).

Dette convertible

Le solde de la dette convertible se compose de ce qui suit :

Tableau 14 – Dette convertible (en milliers de dollars)

| | Au 31 mars 2020 | Au 31 décembre 2019 |
|--|-----------------|---------------------|
| | \$ | \$ |
| Débtures convertibles à 5,00 % venant à échéance le 23 juin 2023 | 80 782 | 80 425 |
| Débtures hybrides à 5,60 % venant à échéance le 31 juillet 2024 | 105 622 | 105 368 |
| Partie non courante | 186 404 | 185 793 |

Situation de trésorerie et sources de financement

a) Débentures convertibles à 5,00 % venant à échéance le 23 juin 2023

Tableau 15 – Débentures convertibles (en milliers de dollars)

| | Au 31 mars 2020 | Au 31 décembre 2019 |
|--|-----------------|---------------------|
| | \$ | \$ |
| Valeur nominale | 86 250 | 86 250 |
| Moins : | | |
| Frais d'émission | (4 031) | (4 031) |
| Composante capitaux propres (déduction faite des frais d'émission de 224 \$) | (4 568) | (4 568) |
| Cumul de la charge de désactualisation sur la composante passif | 3 131 | 2 774 |
| Solde à la clôture de l'exercice | 80 782 | 80 425 |

Le 21 décembre 2017, la Société a émis 86 250 débentures convertibles non garanties à 5,00 % venant à échéance le 23 juin 2023 (les « débentures convertibles »), pour un produit brut de 86,25 millions de dollars. L'intérêt est payable semestriellement, à terme échu, les 30 juin et 31 décembre de chaque année, à compter du 30 juin 2018. Les débentures sont convertibles au gré du porteur, à un prix de conversion de 18,85 \$ par action de catégorie A. Les débentures convertibles pourront être rachetées par la Société à compter du 30 juin 2021, mais avant le 30 juin 2022, à un prix de 0,001 million de dollars par débenture convertible, majoré de l'intérêt couru, mais non payé (pourvu que le cours moyen pondéré des actions de catégorie A à la TSX ne soit pas inférieur à 125 % du prix de conversion de 18,85 \$ par action au cours des 20 jours de bourse consécutifs se terminant 5 jours avant la date à laquelle l'avis de remboursement est donné). À compter du 30 juin 2022, mais avant la date d'échéance, la Société peut effectuer des remboursements au plus 60 jours, mais au moins 30 jours, avant l'avis, au prix de 0,001 million de dollars par débenture convertible, majoré de l'intérêt couru, mais non payé.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2020, aucun montant n'a été versé au titre des intérêts courus (4,313 millions de dollars au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019). Au 31 mars 2020, un montant de 1,078 million de dollars (néant au 31 décembre 2019) est comptabilisé dans les créditeurs et charges à payer au titre des intérêts en trésorerie courus du 31 décembre 2019 au 31 mars 2020.

b) Débentures hybrides à 5,60 % échéant le 31 juillet 2024

Tableau 16 – Débentures hybrides (en milliers de dollars)

| | Au 31 mars 2020 | Au 31 décembre 2019 |
|--|-----------------|---------------------|
| | \$ | \$ |
| Valeur nominale | 110 000 | 110 000 |
| Moins : | | |
| Frais d'émission | (5 007) | (5 007) |
| Charge de désactualisation sur la composante passifs | 629 | 375 |
| Solde à la clôture de l'exercice | 105 622 | 105 368 |

Le 4 juillet 2019, la Société a émis des débentures hybrides subordonnées non garanties de premier rang venant à échéance le 31 juillet 2024 pour un montant de 100 millions de dollars et le 9 juillet 2019, elle a émis pour un montant de 10 millions de dollars de débentures hybrides subordonnées convertibles non garanties liées à l'option de surallocation venant à échéance le 31 juillet 2024 (conjointement, les « débentures hybrides »). Les débentures hybrides portent intérêt à un taux de 5,60 % par année, payable deux fois par année à terme échu les 31 janvier et 31 juillet de chaque année, le premier paiement d'intérêts étant exigible le 31 janvier 2020. Les débentures hybrides ne seront pas remboursables avant le 31 juillet 2022, sauf advenant la satisfaction de certaines conditions après un changement de contrôle de la Société. À compter du 31 juillet 2022 et avant le 31 juillet 2023, les débentures hybrides seront remboursables en totalité ou en partie de temps à autre au gré de la Société, sur présentation d'un avis préalable d'au

Situation de trésorerie et sources de financement

plus 60 jours et d'au moins 30 jours, à un prix de remboursement équivalent à 102,80 % du capital remboursé majoré des intérêts courus et impayés, le cas échéant. À compter du 31 juillet 2023 et avant la date d'échéance du 31 juillet 2024, les débentures hybrides seront remboursables, en totalité ou en partie, de temps à autre au gré de la Société, sur présentation d'un avis préalable d'au plus 60 jours et d'au moins 30 jours à un prix de 0,001 million de dollars par débenture majoré des intérêts courus et impayés. La Société pourra rembourser à son gré le montant de capital des débentures hybrides exigible au remboursement ou à l'échéance le 31 juillet 2024 en trésorerie ou en émettant des actions de catégorie A conformément aux modalités de l'acte de fiducie. Les débentures hybrides ne seront en aucun cas convertibles en actions de catégorie A au gré des détenteurs. Les débentures hybrides sont comptabilisées au coût amorti, déduction faite des frais d'émission, au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2020, un montant de 3,542 millions de dollars a été versé au titre des intérêts courus (néant au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019). Au 31 mars 2020, un montant de 1,027 million de dollars (3,080 millions de dollars au 31 décembre 2019) est comptabilisé dans les créditeurs et charges à payer au titre des intérêts en trésorerie courus du 31 janvier 2020 au 31 mars 2020.

Capital social

Au 31 mars 2020, la Société avait 82 484 440 actions de catégorie A et 19 412 401 actions de catégorie B avec droit de vote spécial, pour un total de 101 820 841 actions en circulation contre 78 054 445 actions de catégorie A et 19 412 401 actions de catégorie B avec droit de vote spécial, pour un total de 97 466 846 actions en circulation au 31 mars 2019.

Gestion du capital

Le capital de la Société se compose du capital social, des résultats non distribués (du déficit), de la dette à long terme, des débentures convertibles et des débentures hybrides, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La Société gère son capital de manière à disposer de sources de financement suffisantes tout en maximisant le rendement pour ses actionnaires en optimisant l'équilibre entre la dette et les capitaux propres, et de manière à se conformer aux exigences réglementaires et à certaines clauses restrictives exigées par les prêteurs. Aux 31 mars 2020 et 2019, la Société et une de ses filiales assujetties aux calculs de l'excédent du fonds de roulement, établi sur une base non consolidée, conformément au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription, se sont conformées à leurs calculs respectifs. La Société et ses filiales se sont également conformées à leurs clauses restrictives aux termes des différentes facilités de crédit.

Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société peut émettre des actions ou procéder à l'émission ou au remboursement de titres débentures convertibles (de la manière applicable selon les modalités du prospectus simplifié final pertinent visant cette dette convertible).

Obligations contractuelles

Au 31 mars 2020, la Société n'avait aucune obligation contractuelle significative autre que celles décrites à la rubrique « Obligations contractuelles » du rapport de gestion annuel 2019 de la Société.

Passifs éventuels

Dans le cours normal des activités, la Société et ses filiales peuvent faire l'objet de procédures judiciaires. L'issue éventuelle de telles réclamations en cours auprès de la Société ne peut être déterminée à l'heure actuelle. La Société a l'intention de se défendre contre de telles actions en justice, et la direction estime que leur résolution n'aura pas d'incidence négative importante sur la situation financière de la Société.

Paiements fondés sur des actions

a) Régime d'options sur actions

Un sommaire des modifications apportées aux régimes d'options sur actions de la Société au cours des trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019 est présenté ci-après :

Tableau 17 – Transactions sur options

| | 2020 | | 2019 | |
|---|---|-------------------------------|---|-------------------------------|
| | Nombre d'options sur actions de catégorie A | Prix d'exercice moyen pondéré | Nombre d'options sur actions de catégorie A | Prix d'exercice moyen pondéré |
| | | \$ | | \$ |
| En circulation à l'ouverture de l'exercice | 4 526 769 | 12,32 | 3 977 191 | 12,21 |
| Attributions | 475 000 | 5,79 | – | – |
| Exercices | – | – | (40 000) | 7,41 |
| Annulations/renoncations | – | – | (195 000) | 13,44 |
| En circulation à la clôture de la période | 5 001 769 | 11,70 | 3 742 191 | 12,19 |
| Options exerçables à la clôture de la période | 1 482 510 | 11,73 | 1 247 812 | 11,13 |

b) Régime d'unités d'actions différées (« UAD »)

Une UAD équivaut à une action de catégorie A de la Société. La Société a comptabilisé un recouvrement de 0,047 million de dollars pour ce régime pour le trimestre clos le 31 mars 2020 (charge de 0,001 million de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2019). Au 31 mars 2020, la Société avait inscrit un passif de 0,059 million de dollars pour les 9 031 unités en circulation en vertu du régime d'UAD (0,106 million de dollars pour les 9 031 unités au 31 décembre 2019).

c) Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions (« UAR »)

Le tableau suivant présente les transactions survenues au sein du régime d'UAR de la Société au cours des trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019.

Tableau 18 – Transactions sur les UAR

| | 2020 | 2019 |
|---|----------|---------|
| Unités en circulation à l'ouverture de l'exercice | 242 738 | 258 560 |
| Attributions | 215 785 | – |
| Acquisitions de droits | (56 111) | – |
| Unités en circulation à la clôture de la période | 402 412 | 258 560 |

Une UAR équivaut à une action de catégorie A de la Société. La Société a respectivement comptabilisé (un recouvrement) une charge de (0,842 million de dollars) et de 0,575 million de dollars à l'égard de ces attributions au cours des trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019, respectivement. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2020, 56 111 actions de catégorie A (néant en 2019) ont été émises en règlement des droits aux UAR. Au 31 mars 2020, la Société avait un passif s'élevant à 0,975 million de dollars pour les 402 412 unités en circulation aux termes du régime d'UAR (2,1 millions de dollars pour les 242 738 unités au 31 décembre 2019).

Paievements fondés sur des actions

d) Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions à règlement en trésorerie (« UAR en trésorerie »)

Le tableau suivant présente les transactions survenues au sein du régime d'UAR de la Société au cours des trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019.

Tableau 19 – Transactions sur les UAR en trésorerie

| | 2020 | 2019 |
|---|---------|----------|
| Unités en circulation à l'ouverture de l'exercice | 368 614 | 528 308 |
| Acquisition de droits | – | (10 589) |
| Unités en circulation à la clôture de la période | 368 614 | 517 719 |

Les UAR en trésorerie équivalent à une action de catégorie A de la Société. La Société a respectivement comptabilisé une charge de 0,474 million de dollars et de 0,978 million de dollars à l'égard de ces attributions au cours des trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019, respectivement. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2020, les droits n'ont été acquis sur aucune unité (10 589 en 2019) et un montant de néant a été payé en guise de règlement de ces unités (0,128 million de dollars en 2019). En outre, un montant total de 1,798 million de dollars a été payé au cours du trimestre clos le 31 mars 2020 en règlement des 153 586 unités dont les droits ont été acquis en 2019.

Au 31 mars 2020, la Société avait inscrit un passif de 1,231 million de dollars pour les 368 614 unités en circulation (3,486 millions de dollars pour les 368 614 unités au 31 décembre 2019).

e) Régime d'UALR et d'UADPV applicable aux unités d'exploitation

Le 12 avril 2018, le conseil d'administration a approuvé une version modifiée et mise à jour du régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation essentiellement pour inclure diverses incidences fiscales. Des unités d'actions liées au rendement sont attribuées aux employés admissibles à une valeur d'attribution déterminée par le conseil d'administration comme étant la valeur initiale de l'attribution. Le nombre d'unités d'actions liées au rendement attribué à un participant à la date d'attribution est calculé en divisant la valeur d'attribution par la valeur de l'UALR applicable à l'unité d'exploitation déterminée par le conseil d'administration à chaque date d'attribution.

Les UALR sont considérées être attribuées lorsque l'avis d'attribution est approuvé par le conseil d'administration et est accepté par l'employé. La date d'acquisition des droits est la date à laquelle toutes les modalités d'acquisition des droits énoncées dans le régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation et la note d'attribution de l'employé ont été satisfaites.

Les UALR dont les droits sont acquis sont réglées conformément aux modalités du régime. La valeur à la date du règlement est déterminée en fonction du produit du nombre d'UALR dont les droits sont acquis par la valeur de l'UALR à la date d'acquisition des droits applicable.

En juin 2018, la Société a modifié son régime d'unités d'actions liées au rendement applicable aux unités d'exploitation (le « régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation ») pour inclure la possibilité d'attribuer des unités assorties de droits à la plus-value applicables aux unités d'exploitation (le « régime d'UADPV applicable aux unités d'exploitation »).

Paiements fondés sur des actions

Régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation

Au cours des trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019, la Société a comptabilisé la charge suivante relativement au régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation :

Tableau 20 – Transactions aux termes du régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation (en milliers de dollars)

| | Pour les trimestres clos les 31 mars | |
|--|--------------------------------------|--------------|
| | 2020 | 2019 |
| | \$ | \$ |
| Attributions réglées en titres de capitaux propres | 1 256 | 810 |
| Attributions réglées en trésorerie | – | 2 219 |
| Total des charges | 1 256 | 3 029 |

La valeur totale des attributions octroyées aux termes des régimes d'UALR de la Société applicables aux unités d'exploitation au cours des trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019 s'est établie à 0,853 million de dollars et à néant, respectivement.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2020, la Société a versé 16,396 millions de dollars pour le règlement d'unités d'actions liées au rendement applicables aux unités d'exploitation. À la suite de l'acquisition par la Société de la totalité des actions émises et en circulation de Charlemagne Capital Limited (« CCL ») le 14 décembre 2016, la Société a octroyé ces unités d'actions liées au rendement applicables aux unités d'exploitation le 17 novembre 2017 à un dirigeant de CCL relativement à son régime de participation qui existait avant l'acquisition par la Société.

Régime d'UADPV applicable aux unités d'exploitation

Aux termes du régime d'UADPV applicable aux unités d'exploitation, les employés admissibles peuvent recevoir une action de catégorie A de la Société pour un montant équivalent à l'écart entre la valeur de l'entreprise par unité à la date d'acquisition des droits et le prix d'exercice établi à la date d'attribution. La Société a comptabilisé une charge de 0,405 million de dollars et de 0,371 million de dollars pour les trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019, respectivement. Au 31 mars 2020, les droits acquis sur 48 600 unités n'avaient pas encore été réglés (néant en 2019).

f) Régime d'UALR

Une UALR équivaut à une action de catégorie A de la Société.

Au cours des trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019, la Société a comptabilisé la charge suivante (le recouvrement suivant) relativement aux régimes d'UALR :

Tableau 21 – Transactions sur les UALR (en milliers de dollars)

| | Pour les trimestre clos les 31 mars | |
|--|-------------------------------------|------------|
| | 2020 | 2019 |
| | \$ | \$ |
| Attributions réglées en titres de capitaux propres | (764) | 286 |
| Attributions réglées en trésorerie | (169) | 619 |
| Total des charges | (933) | 905 |

Paiements fondés sur des actions

Au cours des trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019, la valeur totale des attributions octroyées aux employés admissibles aux termes des régimes d'UARL de la Société s'est établie à 0,540 million de dollars et à néant, respectivement. Un nombre de 18 673 actions de catégorie A ont été émises au cours du trimestre clos le 31 mars 2020 en règlement des UALR dont les droits ont été acquis (néant en 2019).

g) Régimes d'options établis par les filiales de la Société

L'une des filiales de la Société maintient un régime d'options sur actions fondé sur les actions de la filiale respective. Ce régime est comptabilisé comme un régime réglé en trésorerie. La charge liée aux options sur actions des filiales de la Société inscrite dans les états consolidés du résultat net des trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019 s'est établie à néant et à 0,399 million de dollars, respectivement. Le passif lié aux paiements fondés sur des actions et réglé en trésorerie se chiffrait à néant dans l'état de la situation financière consolidé résumé intermédiaire au 31 mars 2020 (5,28 millions de dollars au 31 décembre 2019) et un montant de 5,28 millions de dollars a été versé en trésorerie au cours du trimestre clos le 31 mars 2020 en règlement des options (néant en 2019).

Transactions avec des parties liées

Dans le cours normal des activités, la Société effectue des transactions avec des parties liées, dont deux sont des actionnaires liés, ou avec des entités sous le même contrôle que ces actionnaires liés.

Au 31 mars 2020, un actionnaire lié détenait indirectement des actions avec droit de vote spécial de catégorie B correspondant à environ 7,1 % des actions émises et en circulation de la Société (7,2 % au 31 décembre 2019). Selon les modalités de la convention des actionnaires conclue entre cet actionnaire lié et une entité liée à la Société, l'actionnaire lié a le droit de nommer deux des huit administrateurs de la Société que les détenteurs d'actions de catégorie B peuvent élire. Cet actionnaire lié est l'un des deux promoteurs principaux et un des prêteurs du consortium de prêteurs de la facilité de crédit de la Société et avec prise d'effet en juin 2019, il est devenu l'agent administratif de l'entente de crédit.

Par suite de la transaction de Natixis en mai 2019, un actionnaire n'est plus considéré comme une partie liée en raison de la diminution de sa propriété réelle. Les transactions avec cet actionnaire survenues avant mai 2019 sont prises en compte dans le tableau ci-après.

De plus, à la suite de la transaction de Natixis en mai 2019, un actionnaire lié détient 10,5 % des actions de catégorie A avec droit de vote subalterne et il a le droit de proposer un candidat aux fins des élections au conseil d'administration de la Société.

Le tableau qui suit présente les transactions effectuées soit directement avec les deux actionnaires liés, soit avec des entités sous le même contrôle que ces actionnaires liés.

Tableau 22 – Transactions entre parties liées (en milliers de dollars)

| | Pour les trimestres clos les 31 mars | |
|--|--------------------------------------|--------|
| | 2020 | 2019 |
| | \$ | \$ |
| Honoraires de gestion | 2 327 | 11 656 |
| Autres revenus | (3 018) | 4 901 |
| Frais de vente et charges générales et administratives | | |
| Frais de référence | – | 409 |
| Autres | – | 161 |
| Intérêts sur la dette à long terme | 4 592 | 4 697 |
| (Profit net) perte nette sur la juste valeur des instruments financiers dérivés inclus dans les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières | (30 156) | 5 668 |

La Société a également conclu les transactions suivantes avec des coentreprises et des entreprises associées (en milliers)

| | 2020 | 2019 |
|----------------|------|------|
| | \$ | \$ |
| Autres revenus | 210 | – |

Les transactions ont été effectuées dans le cours normal des activités de la Société et sont mesurées à la valeur d'échange, qui représente le montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties liées.

Le président du conseil d'administration et chef de la direction ainsi que le vice-président exécutif, chef de la direction financière globale, de concert avec la direction, sont responsables de l'établissement et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information et d'un contrôle interne à l'égard de l'information financière adéquats, selon la définition que donne à ces termes le *Règlement 52-109*.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les contrôles et procédures de communication de l'information pour fournir l'assurance raisonnable que l'information significative est enregistrée et présentée à la direction en temps opportun de sorte que l'information devant être présentée par la Société dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis par la Société en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la législation sur les valeurs mobilières.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers pour diffusion externe conformément aux IFRS. Le cadre de contrôle interne de la Société repose sur les critères publiés dans le rapport *Internal Control-Integrated Framework (cadre COSO de 2013)* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (« COSO »).

Tous les systèmes de contrôle interne, peu importe l'efficacité de leur conception, comportent des limites inhérentes. Par conséquent, même les systèmes réputés efficaces peuvent fournir seulement une assurance raisonnable en ce qui a trait à la préparation et à la présentation des états financiers.

Au cours du trimestre ouvert le 1^{er} janvier 2020 et clos le 31 mars 2020, aucun changement n'a été apporté au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

Vous trouverez des renseignements supplémentaires sur Fiera Capital Corporation ainsi que ses états financiers annuels audités et sa notice annuelle les plus récents sur le site de SEDAR à www.sedar.com.

Juste valeur

Placements

Le coût et la juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net se chiffraient à 8,246 millions de dollars et à 8,591 millions de dollars, respectivement au 31 mars 2020 (8,1 millions de dollars et 8,4 millions de dollars, respectivement, au 31 décembre 2019). Une perte non réalisée de 0,074 million de dollars et un profit réalisé de 0,014 million de dollars ont été comptabilisés au titre (du profit réalisé et non réalisé) de la perte réalisée et non réalisée sur placements au cours du trimestre clos le 31 mars 2020 (profit non réalisé de 0,358 million de dollars et perte réalisée de 0,137 million de dollars au cours du trimestre clos le 31 mars 2019).

Débetures convertibles et hybrides

Au 31 mars 2020, les débetures convertibles et hybrides sont comptabilisées respectivement au coût amorti de 80,782 millions de dollars et de 105,622 millions de dollars (80,425 millions de dollars et 105,368 millions de dollars au 31 décembre 2019). Leur juste valeur selon les cours du marché au 31 mars 2020 s'établissait respectivement à 79,35 millions de dollars et 95,7 millions de dollars (90,537 millions de dollars et 112,475 millions de dollars au 31 décembre 2019).

Dettes à long terme

La juste valeur de la dette à long terme se rapproche de sa valeur comptable compte tenu du fait qu'elle est assujettie à des conditions, y compris des taux d'intérêt variables, semblables à celles que la Société pourrait obtenir pour des instruments ayant des termes similaires.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés de la Société sont composés de contrats de swap de devises et de taux d'intérêt et de devises ainsi que de contrats de change à terme qui sont présentés à leur juste valeur dans les états consolidés résumés intermédiaires de la situation financière.

La juste valeur d'instruments dérivés qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée au moyen de techniques d'évaluation qui maximisent le recours à des données observables sur les marchés, telles que les courbes de taux d'intérêt, et les informations disponibles concernant des transactions réalisées sur les marchés et portant sur d'autres instruments quasi identiques, par une analyse des flux de trésorerie actualisés ou par d'autres techniques, le cas échéant. Autant que possible, les techniques d'évaluation intègrent tous les facteurs que les intervenants du marché prendraient en considération pour fixer un prix et elles sont conformes aux méthodes économiques reconnues pour l'évaluation du prix d'instruments financiers.

La Société détermine la juste valeur de ses contrats de change à terme en calculant la différence entre les cours de change à terme à la date d'évaluation et le prix à terme contractuel pour la durée résiduelle du contrat.

Instruments financiers

Les profits nets (pertes nettes), la juste valeur et le montant notionnel des instruments dérivés pour la période restant jusqu'à l'échéance se présentent comme suit :

Tableau 23 - Profits nets (pertes nettes), juste valeur et montant notionnel des instruments dérivés (en milliers de dollars)

| | Trimestre clos le 31 mars 2020 | Au 31 mars 2020 | | | | | |
|--|-----------------------------------|---|--------------|----------|---|------------------|------------------|
| | | Profit net (perte nette) sur les instruments dérivés | Juste valeur | | Montant notionnel pour la période restant jusqu'à l'échéance | | |
| | | | Actif | (Passif) | Moins de un an | De un à 5 ans | Plus de 5 ans |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| Contrats de change à terme | | | | | | | |
| a) Contrats de change à terme – détenus à des fins de transaction | (5 054) | – | (3 249) | 42 582 | – | – | |
| b) Swaps de devises – détenus à des fins de transaction | 30 156 | – | – | – | – | – | |
| Contrats de swap de taux d'intérêt | | | | | | | |
| c) Contrats de swap – détenus à des fins de transaction | (6 650) | – | (8 059) | – | 250 000 | – | |
| d) Contrats de swap – couvertures des flux de trésorerie | – | – | (8 110) | – | 240 546 | – | |

| | Trimestre clos le 31 mars 2019 | Au 31 décembre 2019 | | | | | |
|--|-----------------------------------|---|--------------|----------|---|------------------|------------------|
| | | Profit net (perte nette) sur les instruments dérivés | Juste valeur | | Montant notionnel pour la période restant jusqu'à l'échéance | | |
| | | | Actif | (Passif) | Moins de un an | De un à 5 ans | Plus de 5 ans |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| Contrats de change à terme | | | | | | | |
| a) Contrats de change à terme – détenus à des fins de transaction | 1 120 | 755 | – | 62 300 | – | – | |
| b) Swaps de devises – détenus à des fins de transaction | (3 619) | – | (3 540) | 225 000 | – | – | |
| Contrats de swap de taux d'intérêt | | | | | | | |
| c) Contrats de swap – détenus à des fins de transaction | (2 049) | 537 | (1 946) | – | 250 000 | – | |
| d) Contrats de swap – couvertures des flux de trésorerie | – | – | (1 615) | – | 219 151 | – | |

Instruments financiers

Tableau 24 - Présentation des instruments financiers dérivés dans les états financiers (en milliers de dollars)

| | Au 31 mars 2020 | Au 31 décembre 2019 |
|--|--------------------|------------------------|
| | \$ | \$ |
| Actifs courants liés à des instruments financiers dérivés ¹ | – | 755 |
| Actifs non courants liés à des instruments financiers dérivés | – | 537 |
| Passifs courants liés à des instruments financiers dérivés | (3 249) | (3 540) |
| Passifs non courants liés à des instruments financiers dérivés | (16 169) | (3 561) |

¹ Inclus dans les charges payées d'avance et autres actifs dans les états consolidés résumés intermédiaires de la situation financière.

a) Contrats de change à terme

Société

La Société conclut des contrats de change à terme mensuels à taux de change au comptant de fin de mois comportant différentes périodes restantes jusqu'à l'échéance afin de gérer le risque lié aux fluctuations de change visant les produits estimés futurs libellés en dollars américains pour une période allant jusqu'à douze mois.

Les contrats de change à terme sont comptabilisés à la juste valeur à la date où les contrats sont conclus et font ensuite l'objet d'une nouvelle évaluation à la juste valeur par le biais du résultat net à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Le profit ou la perte sur ces instruments financiers dérivés est comptabilisé dans les autres revenus à l'état consolidé résumé intermédiaire du résultat net selon la nature de l'élément couvert.

La Société a inscrit une perte de 4,886 millions de dollars au cours du trimestre clos le 31 mars 2020 (profit de 0,901 million de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2019) et a payé 1,05 million de dollars à titre de règlement de contrats venus à échéance au cours de la période (reçu 0,276 million de dollars au cours du trimestre clos le 31 mars 2019). La juste valeur des contrats de change à terme est un passif de 3,101 millions de dollars au 31 mars 2020 (actif de 0,735 million de dollars au 31 décembre 2019).

Filiales

Une des filiales de la Société conclut des contrats de change à terme afin de gérer le risque de fluctuation de change associé aux produits estimatifs libellés en euros. Au cours des trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019, la filiale a respectivement comptabilisé une perte de 0,168 million de dollars et un profit de 0,219 million de dollars. Un montant total de néant a été payé au cours du trimestre clos le 31 mars 2020 en règlement des contrats (montant de 0,024 million de dollars payé au cours du trimestre clos le 31 mars 2019). Au 31 mars 2020, la juste valeur de ces contrats correspondait à un passif de 0,148 million de dollars (actif de 0,02 million de dollars au 31 décembre 2019).

b) Swaps sur devises – détenus à des fins de transaction

Selon les modalités de la facilité renouvelable de la Société (note 8), la Société peut emprunter, soit en dollars américains à un taux fondé sur le taux de base des États-Unis majoré d'un écart variant de 0,0 % à 1,5 % ou sur le TIOL majoré d'un écart variant de 1,0 % à 2,5 %, soit en dollars canadiens à un taux fondé sur le taux préférentiel canadien majoré d'un écart variant de 0,0 % à 1,5 %. Afin de bénéficier des économies d'intérêts, la Société avait créé efficacement, jusqu'au 18 mars 2020, un équivalent synthétique à une facilité renouvelable en dollars canadiens au CDOR majoré de 1,90 % sur 261,143 millions de dollars (1,51 % sur 225 millions de dollars au 31 décembre 2019) en empruntant sur la facilité renouvelable en dollars américains, soit l'équivalent de 261,143 millions de dollars (197 millions de dollars américains) (225 millions de dollars (170,5 millions de dollars américains) au 31 décembre 2019) au TIOL majoré de 2,00 % et en l'échangeant en taux CDOR majoré de 1,90 % au moyen d'un swap de devises d'un mois.

Instruments financiers

L'objectif de cette stratégie était de permettre des économies de coûts sans risque de change puisque les modalités du financement au TIOL des États-Unis et du swap de devises correspondent exactement (notionnel en dollars américains, TIOL, dates de transaction et d'échéance). Les pertes (profits) sur les swaps de devises sont contrebalancées par des profits (pertes) équivalent(e)s à la conversion de la partie de la couverture économique, libellée en dollars américains, de la facilité renouvelable en raison des modalités financières qui sont exactement les mêmes.

Le profit net ou la perte nette sur ces instruments financiers dérivés est comptabilisé dans les états consolidés résumés intermédiaires du résultat net selon la nature de l'élément couvert économiquement, soit la facilité renouvelable (note 8), et est donc présenté dans les intérêts sur la dette à long terme et les autres charges financières.

La Société a comptabilisé un profit de 30,156 millions de dollars au cours du trimestre clos le 31 mars 2020, sans incidence nette sur les résultats comme il est mentionné plus haut (perte de 3,619 millions de dollars au cours du trimestre clos le 31 mars 2019). La juste valeur des contrats de swap de devises correspondait à néant au 31 mars 2020, étant donné que les contrats ont été réglés le 18 mars 2020 (un passif de 3,54 millions de dollars au 31 décembre 2019).

c) Swap de taux d'intérêt – détenus à des fins de transaction

La Société conclut des swaps de taux d'intérêt afin de gérer le risque lié à l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sur sa facilité libellée en dollars canadiens. Les intérêts sont réglés mensuellement.

Les contrats consistent à échanger le taux d'intérêt variable fondé sur le taux au CDOR à un mois pour un taux fixe appliqué au notionnel de chaque contrat. Aucune modification n'a été apportée aux modalités des autres swaps de taux d'intérêt (détenus à des fins de transaction) détenus par la Société au cours du trimestre clos le 31 mars 2020.

Le profit net ou la perte nette sur ces instruments financiers dérivés est comptabilisé dans l'état consolidé résumé intermédiaire du résultat net avec les intérêts sur la dette à long terme et les autres charges financières. La Société a comptabilisé une perte de 6,65 millions de dollars au cours du trimestre clos le 31 mars 2020 (perte de 2,049 millions de dollars au cours du trimestre clos le 31 mars 2019). La juste valeur des contrats de swap de taux d'intérêt correspondait à un passif de 8,059 millions de dollars au 31 mars 2020 (actif de 0,537 million de dollars et à un passif de 1,946 million de dollars au 31 décembre 2019).

d) Swaps de taux d'intérêt – couvertures de flux de trésorerie

La Société détient des swaps de taux d'intérêt désignés comme couvertures de flux de trésorerie qui répondent aux exigences de la comptabilité de couverture. Aucune modification n'a été apportée aux modalités des contrats détenus par la Société au cours du trimestre clos le 31 mars 2020.

La partie efficace des variations de la juste valeur de ces contrats est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et le montant du cumul est porté dans une réserve de couverture. La Société a comptabilisé une perte de 5,636 millions de dollars (déduction faite de l'impôt sur le résultat de 0,859 million de dollars) dans les autres éléments du résultat global au cours du trimestre clos le 31 mars 2020 (perte de 1,906 million de dollars (déduction faite de l'impôt sur le résultat de 0,291 million de dollars) au cours du trimestre clos le 31 mars 2019).

La partie inefficace des variations de la juste valeur est immédiatement comptabilisée en résultat net à l'état consolidé résumé intermédiaire du résultat net. Il n'y a pas eu de partie inefficace liée à ces contrats au cours des trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019. La juste valeur des swaps de taux d'intérêt désignés comme couvertures de flux de trésorerie correspond à un passif de 8,11 millions de dollars au 31 mars 2020 (passif de 1,615 million de dollars au 31 décembre 2019).

La Société demeure exposée aux fluctuations du taux de base des États-Unis ou du TIOL sur l'écart entre la facilité de crédit libellée en dollars américains et les notionnels des swaps de taux d'intérêt en dollars américains. Les prélèvements en dollars américains sur la facilité de crédit (note 8) se chiffraient à 151 millions de dollars américains au 31 mars 2020 (323,66 millions de dollars américains au 31 décembre 2019).

e) Option d'achat liée à WGAM

Le 1^{er} décembre 2018, Fiera Capital Inc. (« FCI »), filiale entièrement détenue de la Société, a conclu une entente avec Wilkinson Global Capital Partners LLC (les « associés ») dans le cadre de laquelle les associés ont le droit, mais non l'obligation, d'acquérir au minimum la totalité des participations de la Société dans WGAM, une filiale entièrement détenue de la Société qui s'occupe de la gestion des ententes de conseil en placement pour des comptes clients spécifiques. L'option d'achat peut être exercée en tout temps au cours de la période allant du 1^{er} janvier 2021 (date de début de l'achat) au 1^{er} janvier 2023 (date d'expiration de l'option d'achat) ou à une date avant l'échéance fixée par FCI. Si les associés n'exercent pas l'option d'achat avant la date d'expiration de l'achat ou dans les 30 jours suivant la date de l'avis, l'option d'achat viendra à expiration. Le prix d'exercice de l'option d'achat est établi pour représenter la juste valeur de WGAM. Étant donné que le prix de l'option d'achat est fondé sur la juste valeur estimée des activités de WGAM et qu'elle ne peut être exercée au 31 mars 2020, cet instrument financier dérivé n'a pas d'incidence financière sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société.

Le présent rapport de gestion renvoie aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019. Certaines des méthodes comptables que la Société doit appliquer conformément aux IFRS amènent la direction à poser des jugements et estimations complexes et subjectifs relativement à des questions inhérentes aux incertitudes.

La juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat, le passif au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur et les droits avec valeur éventuels sont déterminés à l'aide d'une analyse des flux de trésorerie actualisés qui fait appel à l'utilisation de données d'entrée non observables comme les flux de trésorerie attendus et les taux d'actualisation ajustés au titre du risque. Les flux de trésorerie attendus sont estimés en fonction des modalités des accords contractuels, de la connaissance du secteur par la Société et de l'incidence possible de la conjoncture économique sur le secteur.

Les obligations au titre du prix d'achat, le passif au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur et les droits avec valeur éventuels sont des passifs financiers de niveau 3. La Société a utilisé des techniques d'évaluation pour comptabiliser la juste valeur des passifs à la date de clôture. La Société a analysé les caractéristiques de l'obligation évaluée, y compris les circonstances et l'information disponible à la date d'évaluation et a sélectionné la technique d'évaluation la plus appropriée.

Obligation au titre du prix d'achat - CNR

La Société a réduit la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat et a comptabilisé un ajustement correspondant de 14,885 millions de dollars (10,658 millions de dollars américains) au cours du trimestre clos le 31 mars 2020 (néant au cours du trimestre clos le 31 mars 2019) au titre de la désactualisation et de la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat. La diminution de la juste valeur s'explique essentiellement par une baisse de la valeur des actifs sous gestion en raison de la volatilité importante des marchés qu'a entraînée la pandémie mondiale de COVID-19. Par ailleurs, au cours du trimestre clos le 31 mars 2020, la Société a réglé un montant de 9,309 millions de dollars en espèces (néant au cours du trimestre clos le 31 mars 2019). La juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat de CNR au 31 mars 2020 était de 62,198 millions de dollars (43,699 millions de dollars américains) et de 74,054 millions de dollars canadiens (57,108 millions de dollars américains) au 31 décembre 2019.

La méthode des flux de trésorerie actualisés a été utilisée pour mesurer la juste valeur des flux de trésorerie futurs attendus devant être versés à CNR à titre de contrepartie éventuelle. Les principales données d'entrée de niveau 3 utilisées par la Société pour évaluer les obligations au titre du prix d'achat de CNR sont tirées des données non observables suivantes et déterminées de la manière suivante :

- Les facteurs de croissance annuelle des produits, comme le taux du marché et le taux des contributions nettes, sont estimés en fonction des données et des publications internes et externes, la conjoncture économique et les caractéristiques particulières du passif financier. Un facteur de croissance annuelle des produits plus élevé donnera lieu à une juste valeur plus élevée. Pour évaluer la juste valeur au 31 mars 2020, la Société a utilisé des taux de 8,6 % et de 3,5 %, respectivement, pour le taux de croissance du marché et le taux des contributions nettes.
- Le taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque est établi en ajustant un taux sans risque pour refléter les risques particuliers liés au passif financier. Le taux d'actualisation correspond à la donnée d'entrée utilisée pour ramener les flux de trésorerie futurs à leur valeur actualisée. Un taux d'actualisation plus élevé donnerait lieu à une juste valeur plus faible. Pour évaluer la juste valeur au 31 mars 2020, la Société a utilisé un taux d'actualisation de 41,2 %.

Jugements comptables significatifs et incertitudes relatives aux estimations

Les principales données non observables sont les facteurs de croissance annuelle des produits, la croissance des marchés et les contributions nettes, ainsi que le taux d'actualisation ajusté en fonction du risque.

- Une augmentation (diminution) de 350 points de base du taux de croissance du marché entraînerait une augmentation (diminution) d'environ 4,27 millions de dollars (3,0 millions de dollars américains) de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat.
- Une augmentation (diminution) de 300 points de base du taux des contributions nettes entraînerait une hausse (baisse) d'environ 1,993 millions de dollars (1,4 million de dollars américains) de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat.
- Une augmentation (diminution) de 200 points de base du taux d'actualisation ajusté en fonction du risque entraînerait une diminution (augmentation) d'environ 2,135 millions de dollars (1,5 million de dollars américains) de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat.

En raison de la nature non observable des intrants, l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3 pourrait comporter des incertitudes et l'utilisation d'hypothèses alternatives raisonnables en modifierait la juste valeur. Par ailleurs, la relation entre le taux d'actualisation ajusté en fonction du risque et les autres intrants non observables n'est pas nécessairement directe et diverses relations entre les données pourraient raisonnablement être appliquées. La Société a varié les principaux intrants non observables comme le taux d'actualisation ajusté en fonction du risque, la croissance du marché et les contributions nettes et a établi une fourchette de valeurs raisonnables qui pourrait donner lieu à une hausse de 8,54 millions de dollars (6,0 millions de dollars américains) ou à une diminution de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat au 31 mars 2020 (7,781 millions de dollars (6,0 millions de dollars américains) au 31 décembre 2019).

Obligation au titre du prix d'achat – Clearwater

La méthode des flux de trésorerie actualisés a été utilisée pour évaluer la juste valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus devant être versés aux vendeurs à titre de contrepartie éventuelle. La Société a réduit la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat et a inscrit un ajustement de 3,969 millions de dollars (2,788 millions de dollars américains) au cours du trimestre clos le 31 mars 2020 (néant au cours du trimestre clos le 31 mars 2019) au titre de la désactualisation et de la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat. La diminution de la juste valeur s'explique essentiellement par une baisse de la valeur attendue des flux de trésorerie futurs en raison de la volatilité accrue des marchés qu'a entraînée la pandémie mondiale de COVID-19. Comme décrit à la note 10, dans le cadre de la convention d'achat des actifs de Clearwater, la Société a émis 971 053 actions de catégorie A pour une contrepartie de 5,693 millions de dollars au titre du règlement de l'obligation au titre du prix d'achat. La juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat de Clearwater s'est établie à 39,646 millions de dollars au 31 mars 2020 (27,854 millions de dollars américains) et à 43,753 millions de dollars (33,738 millions de dollars américains) au 31 décembre 2019.

Les principales données d'entrée de niveau 3 utilisées par la Société pour évaluer les obligations au titre du prix d'achat de Clearwater sont dérivées des données d'entrée non observables fondées sur le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA ») prévu, les estimations de la direction à l'égard des produits tirés de ventes croisées et du taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque. La Société a utilisé des taux d'actualisation se situant entre 10 % et 15 % (entre 10 % et 15 % en 2019).

Jugements comptables significatifs et incertitudes relatives aux estimations

En raison de la nature des données d'entrée non observables, il peut subsister une incertitude à l'égard de l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3 et le recours à d'autres hypothèses raisonnablement possibles pourrait entraîner une variation de la juste valeur. De plus, le lien entre le taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque et les autres données d'entrée non observables n'est pas nécessairement une relation directe et différentes filiations pourraient raisonnablement s'appliquer. La Société a varié les données d'entrée non observables importantes comme le taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque, les produits, le BAIIA et les prévisions de ventes croisées, et elle a établi une fourchette raisonnable des justes valeurs variant entre 27,524 millions de dollars (19,338 millions de dollars américains) et 41,256 millions de dollars (28,985 millions de dollars américains) pour la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat au 31 mars 2020.

Passif au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur et option d'achat liée à Palmer Capital

La Société a le droit, mais non l'obligation, d'acquérir la participation ne donnant pas le contrôle de 20 % dans Palmer Capital. Cette option d'achat peut être exercée par l'acquéreur le 30 avril 2022 ou le 30 avril de chaque année qui suit. Les actionnaires de la participation ne donnant pas le contrôle de Palmer Capital ont le droit, mais non l'obligation, d'exercer leur droit de vente sur la participation ne donnant pas le contrôle de 20 % dans Palmer Capital le 31 mars 2022 ou le 31 mars de chaque année qui suit. Pour que les options de vente et d'achat soient exercées, la Société devra acquérir la participation ne donnant pas le contrôle de 20 % dans Palmer Capital.

Le prix d'exercice est le même pour l'option de vente et l'option d'achat. Le prix d'exercice correspond au prix établi selon un calcul fondé sur un multiplicateur du résultat avant intérêts, impôts et amortissements tel que défini dans la convention d'achat et de vente.

La Société a diminué la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat et a comptabilisé un profit de 2,145 millions de dollars (1,244 million de livres sterling) au cours du trimestre clos le 31 mars 2020 (néant au cours du trimestre clos le 31 mars 2019).

La méthode des flux de trésorerie actualisés a été utilisée pour évaluer la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus devant être versés aux actionnaires de la participation ne donnant pas le contrôle. Les principales données d'entrée de niveau 3 utilisées par la Société pour évaluer le passif au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur sont dérivées des données d'entrée non observables fondées sur le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA ») prévu et le taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque. La Société a utilisé un taux d'actualisation de 13 %.

En raison de la nature des données d'entrée non observables, il peut subsister une incertitude à l'égard de l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3 et le recours à d'autres hypothèses raisonnablement possibles pourrait entraîner une variation de la juste valeur. De plus, le lien entre le taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque et les autres données d'entrée non observables n'est pas nécessairement une relation directe et différentes filiations pourraient raisonnablement s'appliquer. La Société a varié les données d'entrée non observables importantes comme le taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque et le BAIIA et elle a établi une fourchette raisonnable des justes valeurs variant entre 9,853 millions de dollars (5,583 millions de livres sterling (GBP)) et 12,991 millions de dollars (7,361 millions de livres sterling (GBP)) pour la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat au 31 mars 2020.

Adoption de nouvelles IFRS et changements de méthodes comptables

IFRS modifiées, interprétations et modifications

Les normes révisées dont il est question ci-après sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020. Leur adoption n'a pas eu d'incidence significative sur les montants présentés et les informations fournies dans les présents états financiers.

Modifications aux dispositions en matière de comptabilité de couverture – Réforme des TIO et son incidence sur l'information financière

Le 26 septembre 2019, l'IASB a publié des modifications à l'égard de certaines dispositions sur la comptabilité de couverture de l'IFRS 9, *Instruments financiers*, et de l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilité et évaluation*, ainsi que la norme connexe portant sur les informations à fournir, soit l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, en lien avec la phase 1 du projet de réforme des TIO et son incidence sur l'information financière. Les modifications traitent des questions touchant la présentation de l'information financière dans la période qui précède la réforme des TIO. Ces modifications sont obligatoires et s'appliquent à toutes les relations de couverture touchées directement par les incertitudes inhérentes à la réforme des TIO. Les modifications touchent certaines dispositions précises en matière de comptabilité de couverture et visent à fournir une mesure d'allègement à l'égard des répercussions potentielles des incertitudes entourant la réforme des TIO, soit ce qui suit :

- l'exigence de « haute probabilité »;
- les appréciations prospectives;
- les appréciations rétrospectives (pour l'IAS 39);
- la possibilité de désigner des composantes de risque.

Définition d'une entreprise (Modifications d'IFRS 3)

Le 22 octobre 2018, l'IASB a publié les modifications d'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, qui visent à préciser si une transaction constitue une acquisition d'actif ou un regroupement d'entreprises. En vertu des modifications, une entité a le choix d'appliquer un test de concentration qui simplifie l'appréciation à porter et qui entraîne une acquisition d'actifs si la quasi-totalité de la juste valeur de l'actif brut se concentre dans un actif identifiable unique ou un groupe unique d'actifs identifiants similaires. Si une entité choisit de ne pas appliquer le test de concentration, ou que le test est un échec, l'appréciation doit alors porter sur l'existence du caractère substantiel d'un processus.

Nouvelles normes et interprétations non encore adoptées

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2020, aucune nouvelle IFRS n'a été publiée et il n'y avait aucune autre norme qui n'était pas encore en vigueur, lesquelles seraient susceptibles d'avoir une incidence significative sur les états financiers consolidés de la Société au cours de la période considérée et des périodes futures de présentation de l'information financière ainsi que sur les transactions dans un avenir prévisible.

Facteurs de risque

Les activités de Fiera Capital sont exposées à un certain nombre de facteurs de risque qui peuvent avoir une incidence sur sa performance financière et d'exploitation. Ces facteurs de risque et la gestion qui en est faite sont présentés plus en détail dans le rapport de gestion pour l'exercice 2019 de la Société, à la rubrique Facteurs de risque. Sauf de la manière indiquée dans le présent rapport de gestion, la Société n'a pas observé de changements significatifs dans ces facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur ses activités ou sur la gestion de ces risques.

